

ATTITUDES POLITIQUES DES AGRICULTEURS

ANALYSES ET COMMENTAIRES

ISABEL BOUSSARD, DANIEL BOY, JEAN CHICHE,
BERTRAND HERVIEU, NONNA MAYER

ATTITUDES POLITIQUES DES AGRICULTEURS

Analyses & Commentaires

**Isabel BOUSSARD Daniel BOY
Jean CHICHE
Bertrand HERVIEU Nonna MAYER**

Mars 1995

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	5
LA FRANCE AGRICOLE : UN ANCRAGE À DROITE	6
(Jean CHICHE)	6
Choix de cartes	6
La légende.....	7
Tableau des coefficients de corrélation entre taux d'agriculteurs et droites.....	7
Carte 1.....	8
Taux d'agriculteurs	8
Recensement 1990	8
Carte 2.....	9
Taux de communes ayant moins de 2000 habitants.....	9
Recensement 1990	9
Carte 3.....	10
Jacques Chirac.....	10
Élection présidentielle 1988 1 ^{er} tour	10
Carte 4.....	11
Jacques Chirac.....	11
Élection présidentielle 1988 2 ^{ème} tour	11
Carte 5.....	12
La Droite modérée (UDF + RPD + DVD)	12
Élections régionales 1992	12
Carte 6.....	13
La Droite modérée (UDF + RPD + DVD)	13
Élections législatives 1993	13
Carte 7.....	14
La liste Baudis.....	14
Élections européennes 1994.....	14
Carte 8.....	15
La liste De Villiers.....	15
Élections européennes 1994.....	15
Carte 9.....	16
La liste Le Pen.....	16
Élections européennes 1994.....	16
L'UNIVERS IDÉOLOGIQUE.....	17
(Daniel BOY)	17
1. L'État, le marché, la société	17
2. L'autorité, la tolérance et la morale	23
LES CHOIX POLITIQUES DES AGRICULTEURS	27

(Nonna MAYER)	27
1. L'ancrage à droite.....	27
2. La préférence chiraquienne	28
3. Les limites du vote protestataire	29
4. L'horizon 1995	31
LA "DÉFENSE" DU MÉTIER D'AGRICULTEUR.....	39
(Isabel BOUSSARD)	39
1. Quel métier ?	39
2. Quelles relations extérieures ?	42
3. QUEL AVENIR ?	45
Conclusion.....	46
LES AGRICULTEURS ET L'EUROPE.....	49
(Bertrand HERVIEU)	49

AVERTISSEMENT

A plusieurs reprises, avant et après l'élection présidentielle de 1988, des chercheurs du CEVIPOF ont analysé le comportement électoral des agriculteurs français. Le colloque de l'Association Française de Science Politique (AFSP) organisée à Paris les 30 novembre, 1er et 2 décembre 1987, ainsi que celui tenu à Bordeaux les 15 et 16 novembre 1990 sous les auspices conjointes de l'AFSP et de l'Association des Ruralistes Français ont fourni l'occasion d'exposer et de publier ces résultats*. Depuis, consultations électorales et sondages sont venus enrichir la connaissance acquise non seulement du comportement électoral mais des attitudes politiques du monde agricole. En particulier, un sondage SOFRES, effectué pour le CEVIPOF, administré du 31 janvier au 21 février 1992 sur un échantillon national de 900 agriculteurs et adultes vivant dans un foyer d'agriculteurs – méthode des quotas (surface agricole utile, type d'exploitation et statut de l'interviewé au sein du foyer) – et consacré aux attitudes politiques des agriculteurs a suscité analyses, rapprochements de données, mises au point de cartes, élaborations de commentaires qu'il convenait de rassembler et de présenter. Tel est l'objet de ce cahier du CEVIPOF.

La réalisation technique de ce cahier est due à Sophanavy Ho

* - P. Coulomb, H. Delorme, B. Hervieu, M. Jollivet et P. Lacombe (dir.), *Les agriculteurs et la Politique*. Paris, Presses de la FNSP, 1990.
- B. Hervieu (dir.), *Les Agriculteurs Français aux Urnes*. Paris, L'Harmattan, 1992.

La France agricole : un ancrage à droite

(Jean CHICHE)

Choix de cartes

Les cartes proposées dans ce numéro des cahiers permettent de visualiser plusieurs séries statistiques dans l'ensemble des 3 860 cantons de France métropolitaine. On y a ajouté le tracé en surimpression des limites départementales.

La première carte représente la distribution du taux d'agriculteurs par canton, découpée en trois classes : cantons ayant moins de 5% d'agriculteurs, cantons dont le taux est compris entre 5,01 et 10 % et enfin cantons dont le taux d'agriculteurs est supérieur à 10 %.

La source de ces données est le recensement de 1990.

La deuxième carte présente la répartition des taux de communes ayant moins de 2 000 habitants. La méthode de découpage utilisée est celle des quartiles : Les cantons ont été regroupés en quatre classes d'effectifs égaux sur la base des taux.

La source de ces données est le recensement de 1990.

Suit une série de cartes présentant les répartitions des résultats en pourcentages des suffrages exprimés de :

- 3 - Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle de 1988.
- 4 - Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle de 1988.
- 5 - Ensemble des droites modérées (UDF + RPR + divers droites) aux élections régionales de 1992.
- 6 - Ensemble des droites modérées (UDF + RPR + divers droites) au premier tour des élections législatives de 1993.
- 7 - La liste BAUDIS aux élections européennes de 1994.
- 8 - La liste De Villiers aux élections européennes de 1994.
- 9 - La liste Le Pen aux élections européennes de 1994.

La méthode de découpage utilisée est celle des quartiles : Les cantons ont été regroupés en quatre classes d'effectifs égaux sur la base des taux.

La légende

Le **blanc** représente le premier quartile : cantons dans la classe des plus faibles pourcentages.

Le **gris pointillé** représente le deuxième quartile.

Le **gris plus soutenu** représente le troisième quartile.

Le **noir** représente le quatrième quartile : cantons dans la classe des plus forts pourcentages.

Sources : Base de données du logiciel EDEN, d'après les résultats fournis par le ministère de l'Intérieur.

Tableau des coefficients de corrélation entre taux d'agriculteurs et droites

TAUX = Taux d'agriculteurs

Chirac1 = Résultats de Jacques Chirac à l'élection présidentielle 1988 1er tour.

Chirac2 = Résultats de Jacques Chirac à l'élection présidentielle 1988 second tour.

DRM92 = Total des droites modérées aux élections régionales de 1992.

DRM93 = Total des droites modérées aux élections législatives 1993 premier tour.

Baudis = Résultats de la liste BAUDIS aux élections européennes.

De Villiers = Résultats de la liste De Villiers aux élections européennes.

Le Pen = Résultats de la liste Le Pen aux élections européennes de 1994.

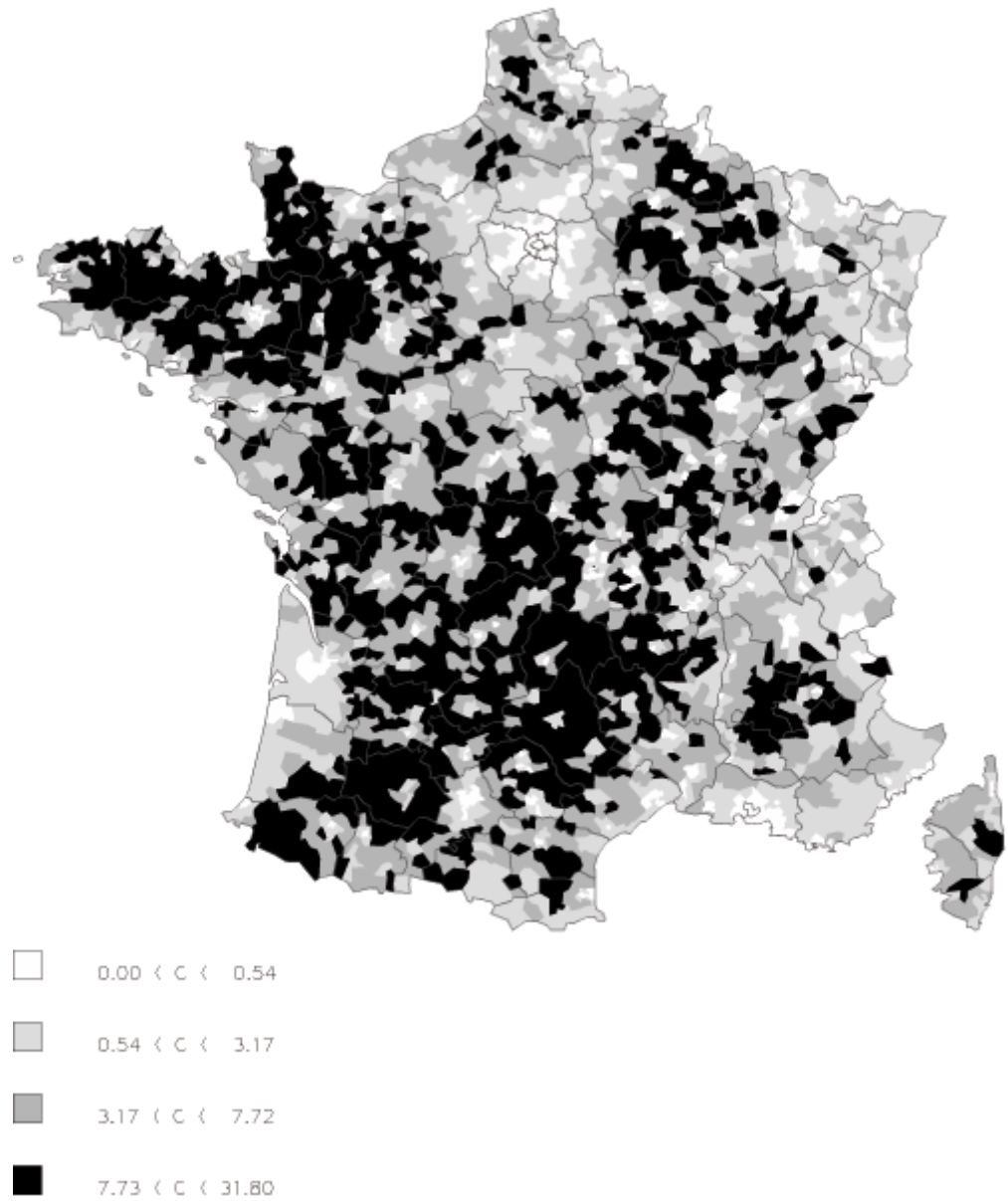
Les coefficients (PEARSON) de corrélation mesurent l'intensité des relations entre les distributions. Les probabilités associées permettent de considérer ces résultats comme tous acceptables.

	Corrélation TAUX	Probabilité
Chirac1	0,46	0,000
Chirac2	0,26	0,000
DRM92	0,42	0,000
DRM93	0,40	0,000
Baudis	0,44	0,000
De Villiers	0,18	0,000
Le Pen	-0,46	0,000

Carte 1

Taux d'agriculteurs

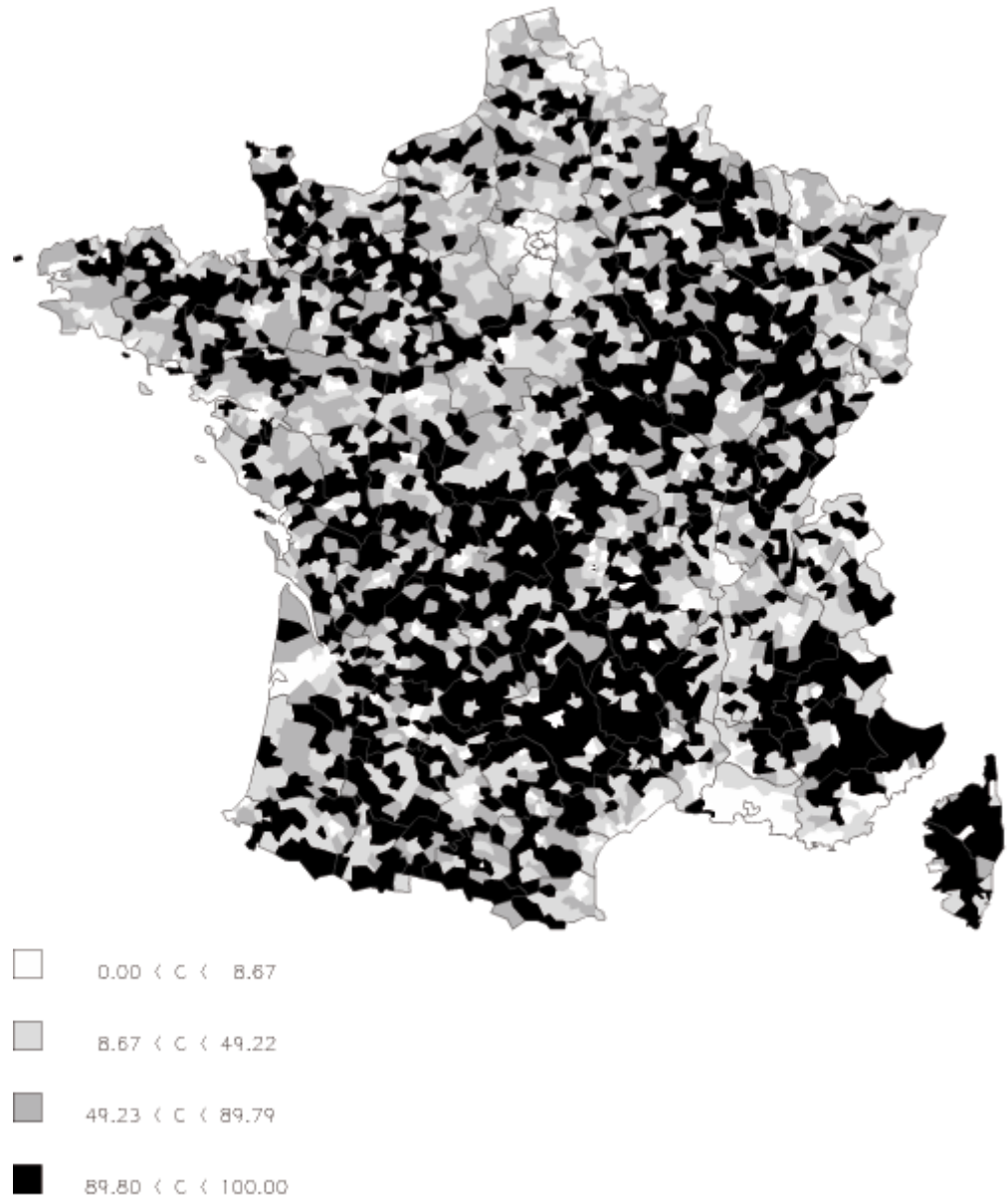
Recensement 1990



Carte 2

Taux de communes ayant moins de 2000 habitants

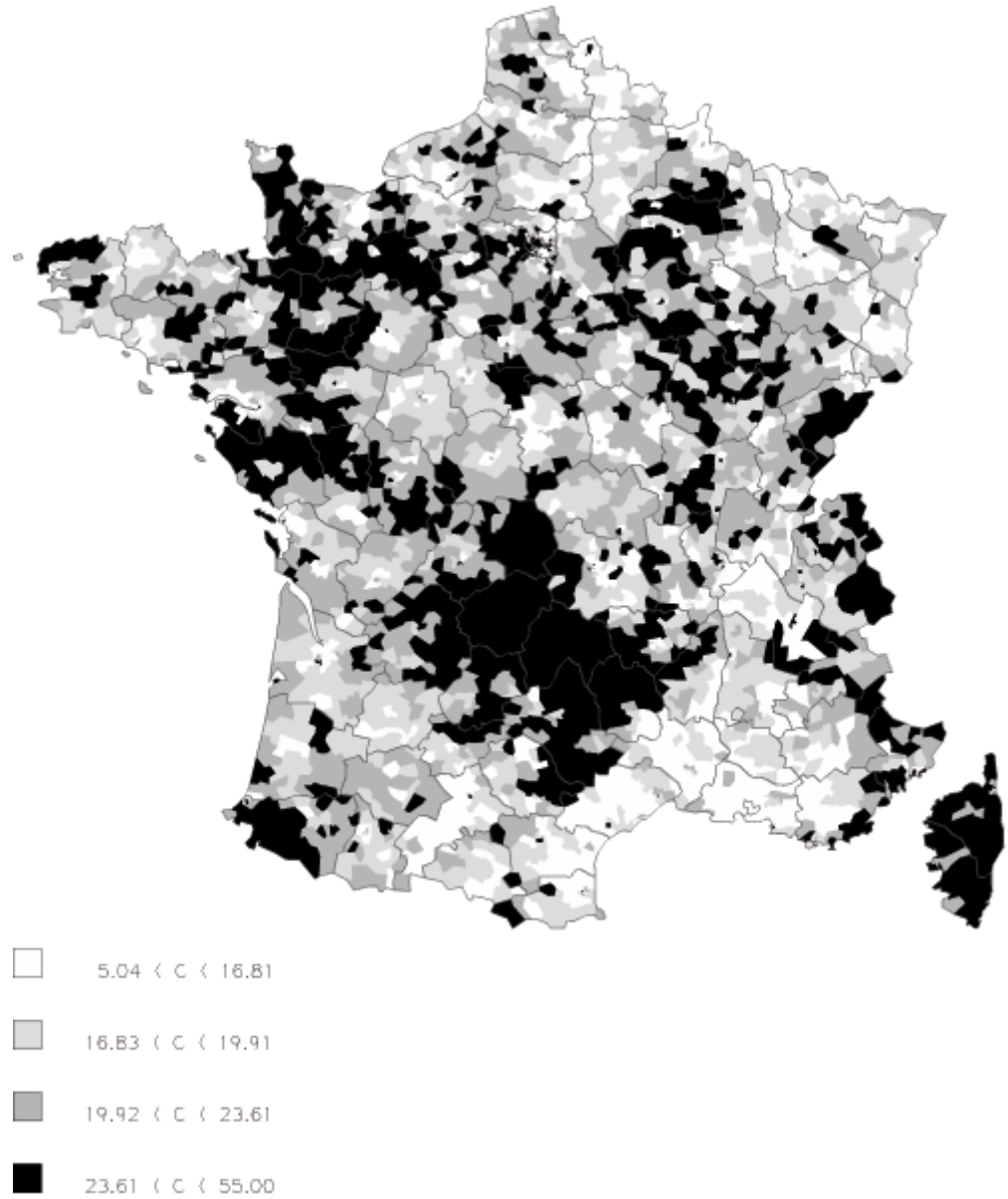
Recensement 1990



Carte 3

Jacques Chirac

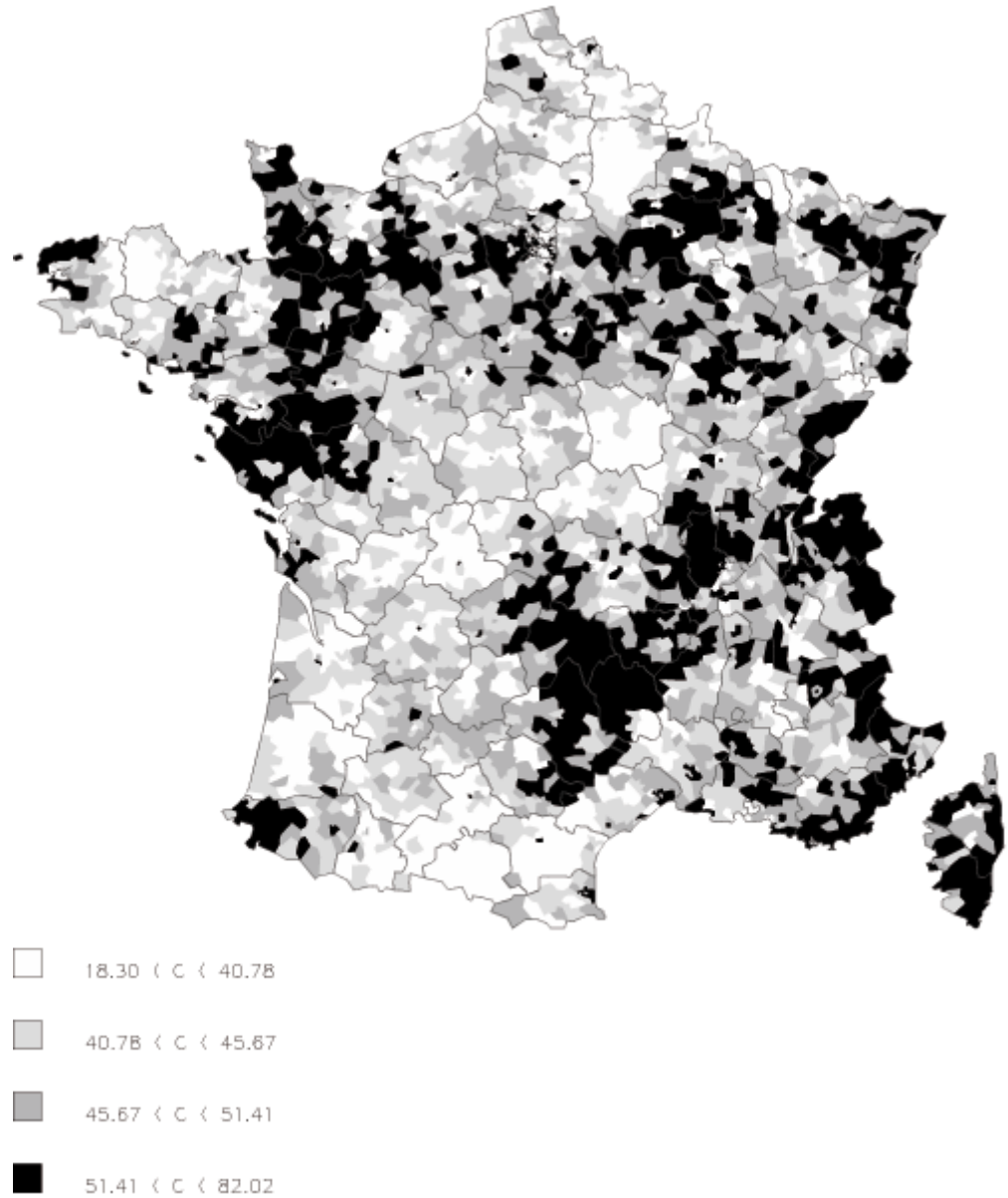
Élection présidentielle 1988 1^{er} tour



Carte 4

Jacques Chirac

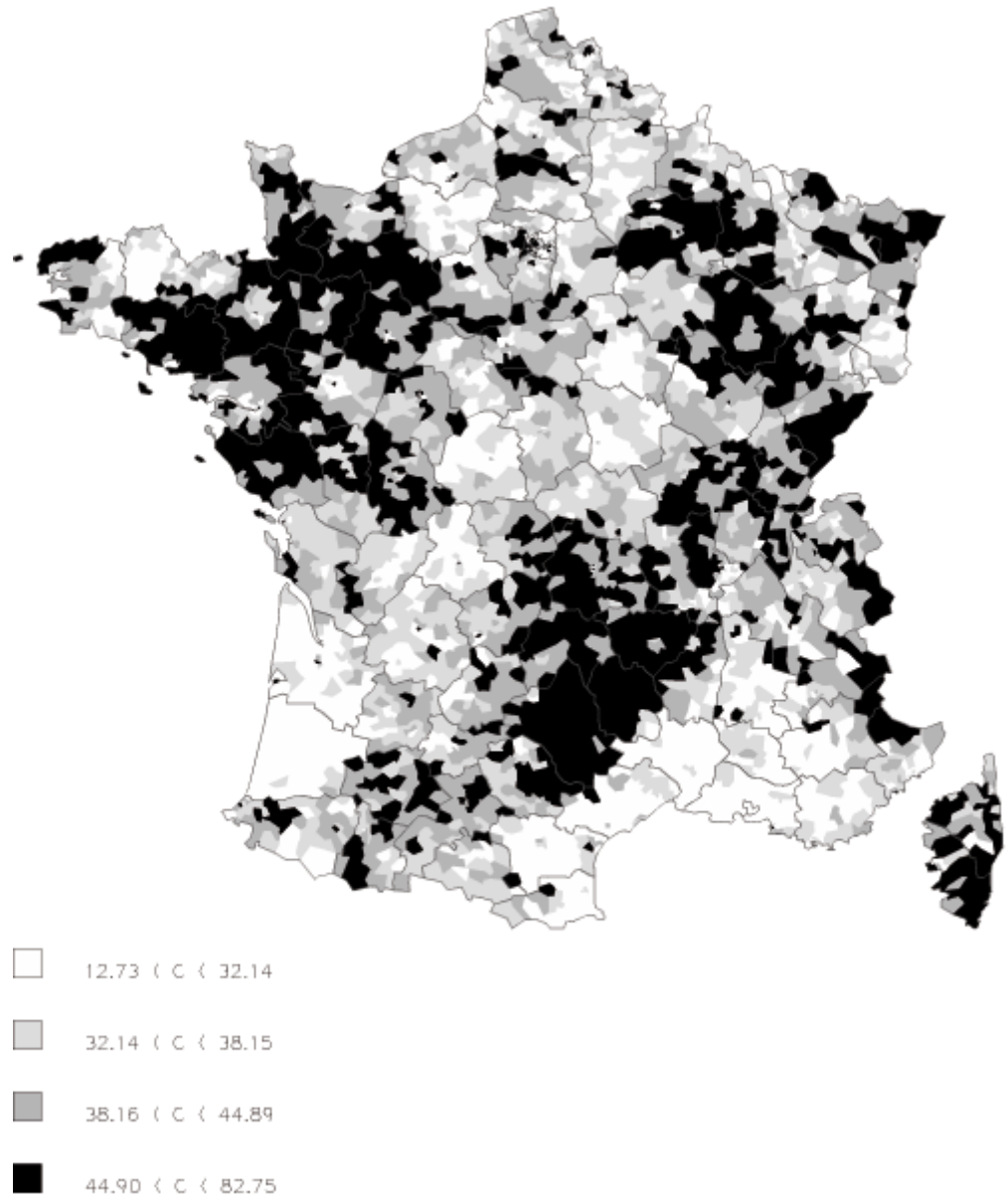
Élection présidentielle 1988 2ème tour



Carte 5

La Droite modérée (UDF + RPD + DVD)

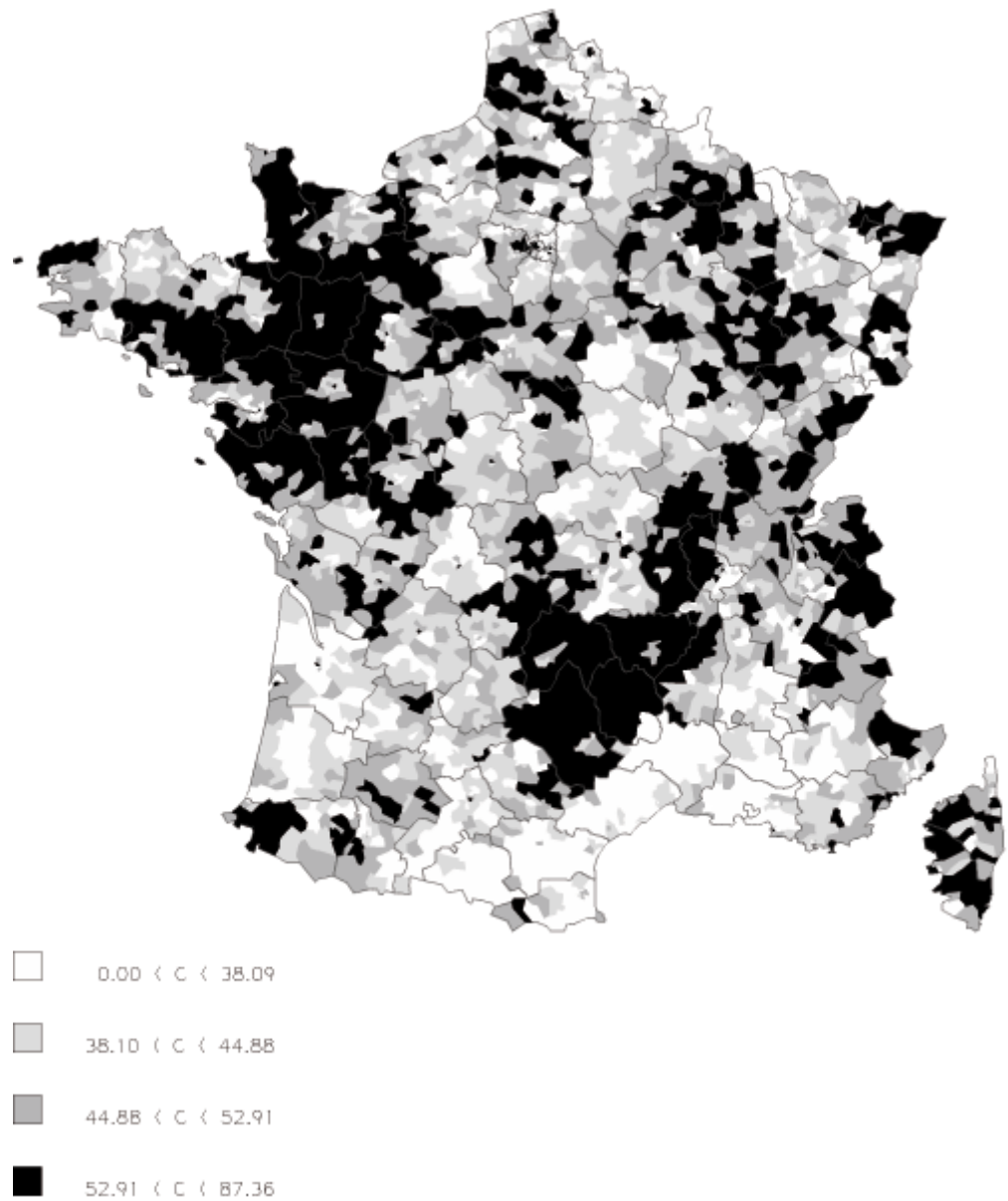
Élections régionales 1992



Carte 6

La Droite modérée (UDF + RPD + DVD)

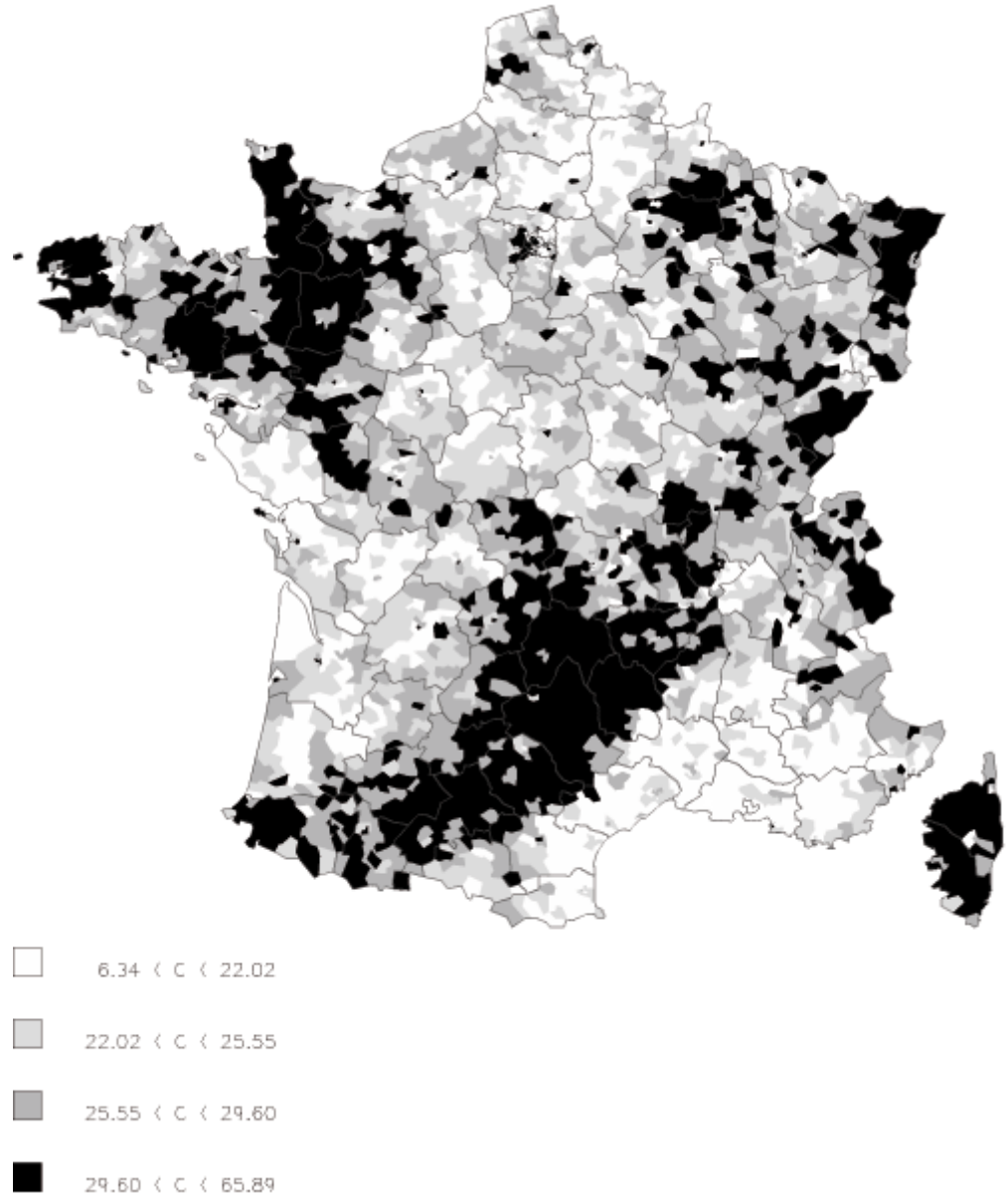
Élections législatives 1993



Carte 7

La liste Baudis

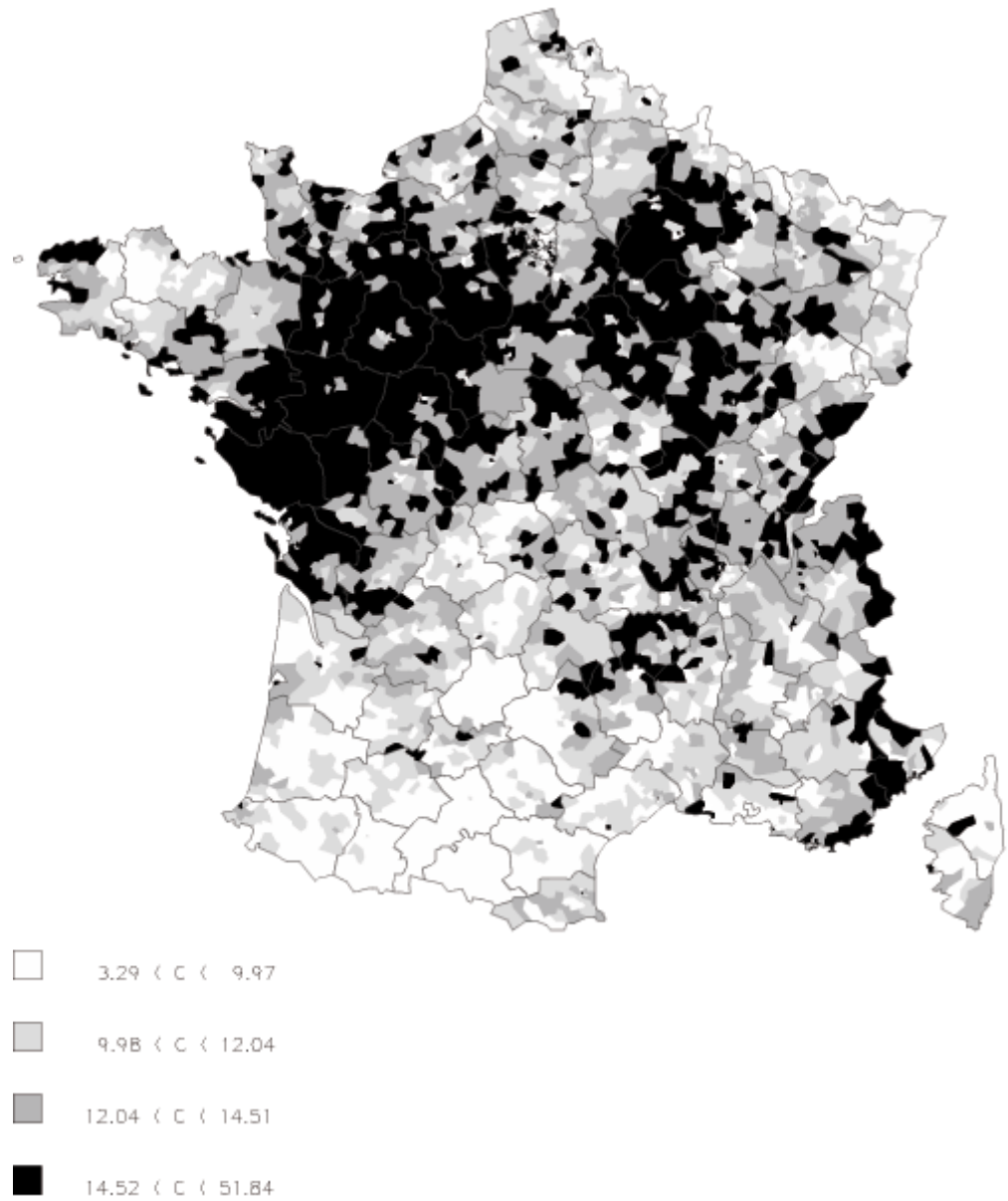
Élections européennes 1994



Carte 8

La liste De Villiers

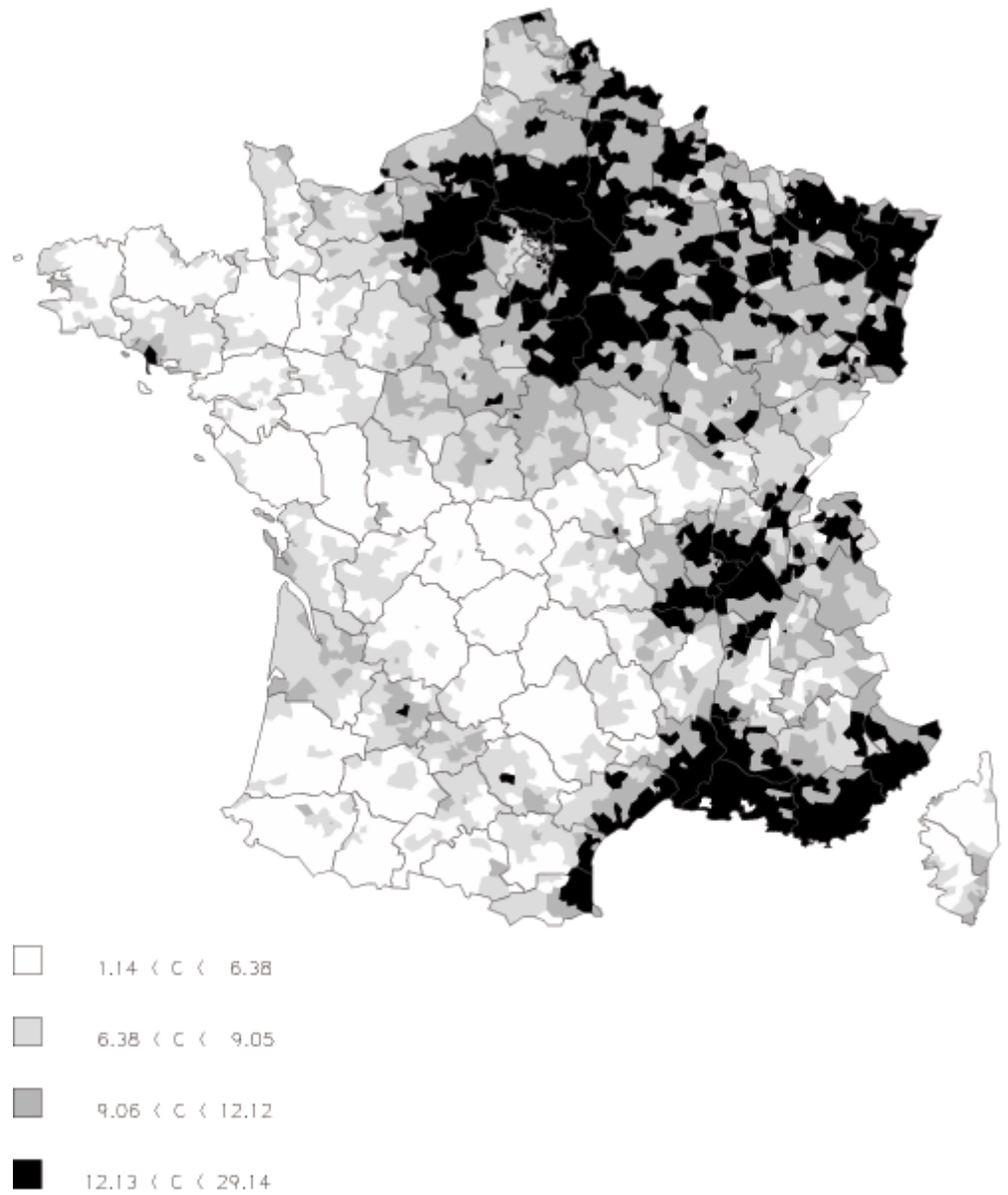
Élections européennes 1994



Carte 9

La liste Le Pen

Élections européennes 1994



L'univers idéologique

(Daniel BOY)

Deux dimensions d'attitudes ont été explorées ici : en premier lieu les attitudes à l'égard des valeurs qui ordonnent traditionnellement la dimension gauche droite, (perception des rôles respectifs de l'État et du marché, opinions générales sur la société, etc.) en second lieu les attitudes dans le domaine du "libéralisme culturel" c'est-à-dire de valeurs concernant les problèmes de l'autorité, de la tolérance, de la morale privée.

1. L'État, le marché, la société

On sait que depuis le milieu des années quatre-vingt les attitudes des Français à l'égard des valeurs de l'État et de l'entreprise privée ont subi des changements considérables¹. Globalement l'érosion des valeurs de gauche traditionnelles s'est accompagnée d'une progression sensible des valeurs du libéralisme économique. Dans quelle mesure ces changements sont-ils sensibles parmi les agriculteurs ? Une première manière de mesurer ces phénomènes a consisté à présenter aux personnes interrogées une liste de mots susceptibles d'évoquer "quelque chose de positif ou de négatif" :

Question : Pouvez-vous me dire, pour chacun des mots suivants, s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, assez positif, assez négatif ou très négatif ?

		Très positif	Assez positif	Assez négatif	Très négatif	Sans opinion
- Le socialisme	100%	2 23	25	39 21	60	15
- Le profit	100%	6 40	46	28 8	36	18
- La bourse	100%	4 29	33	20 10	30	37
- Les nationalisations	100%	3 25	28	33 13	46	26
- L'entreprise	100%	21 54	75	8 2	10	15
- Les privatisations	100%	12 42	54	16 5	21	25

¹ Voir par exemple : Roland Cayrol "La droite, la gauche et les références idéologiques des Français", p 57-72 dans *SOFRES, L'état de l'opinion 1992*, Seuil 1992.

Parmi les six mots testés, deux se situent dans le registre de la gauche : le socialisme et les nationalisations. Ils sont tous deux rejetés, le premier très nettement par près des deux tiers de l'échantillon, le second, par un peu moins de la moitié (46 %), mais avec un peu plus d'hésitation puisque plus du quart de l'échantillon ne se prononce pas.

A l'inverse, aucun des quatre autres mots qui connotent le système économique libéral ne suscite d'évocations négatives mais on observe cependant une gradation sensible des attitudes. Le terme d'"entreprise" est plébiscité par les trois quarts des personnes interrogées. Signe probable que les agriculteurs se reconnaissent pour partie dans un terme qui évoque un élément de leur profession. Une autre question de cette enquête indique d'ailleurs que 30% des agriculteurs interrogés se définissent comme "des chefs d'entreprise". Un peu plus de la moitié des agriculteurs jugent positivement le terme de "privatisation" (mais un quart n'a pas d'opinion sur le sujet). "Le profit" suscite 46% de jugements positifs (mais plus du tiers de cette population donne des réponses négatives). Enfin "la bourse" induit des attitudes beaucoup plus partagées : un tiers de réponses positives, 30% de réponses négatives et 37% de "Sans opinion".

Cette gradation semble indiquer que, si les agriculteurs adhèrent clairement aux valeurs de l'entreprise privée, ils demeurent réservés sur les aspects du système économique qui évoquent plus ou moins directement les mécanismes de la spéculation. L'analyse des variations de réponse selon les caractéristiques individuelles montre que l'acceptation des valeurs du système économique libéral est beaucoup plus ferme chez les hommes, parmi les jeunes générations d'agriculteurs et pour les grandes exploitations. Ainsi on remarque que 54% des hommes valorisent la notion de profit contre seulement 38% des femmes. Il en est de même pour 64% des 18-25 ans (contre 43% des plus âgés) et de 54% des agriculteurs situés dans des exploitations de 50 hectares ou plus (contre 46% dans les exploitations de moins de 10 hectares).

Les proximités syndicales induisent aussi de claires oppositions idéologiques. Par exemple, 70% des agriculteurs proches du CNJA valorisent la notion de profit contre 36% de ceux qui se sentent proches de la Confédération Paysanne.

La question suivante qui évoque les rôles respectifs de l'État et de l'entreprise privée confirme le désir de "moins d'État" parmi les agriculteurs.

Question : S'il faut choisir, préféreriez-vous :

- Une baisse des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) avec une diminution du rôle de l'État et un appel plus large à l'initiative privée	66
- Une hausse des prélèvements obligatoires pour garantir la qualité des services publics et de la protection sociale	15
- Ni l'une ni l'autre	10
- Sans opinion	9
	100%

Les deux tiers des agriculteurs interrogés choisissent l'option d'une baisse des prélèvements obligatoires. Cette opinion est totalement dominante dans notre échantillon même parmi les agriculteurs proches de la gauche dont un tiers seulement refuse cette opinion.

Au delà des perceptions relatives de l'État et de l'entreprise privée comment les agriculteurs perçoivent-ils la société ? Et en premier lieu quels objectifs leur paraissent prioritaires en France ?

Question : Quelles sont, selon vous, les priorités pour la France dans les prochaines années ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs		Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Expansion SOFRES décembre 1991	
		Rang		Rang
- Créer des emplois	68	1	70	1
- Protéger l'environnement	39	2	33	4
- Réduire les inégalités sociales	38	3	30	5
- Maintenir le pouvoir d'achat des Français	37	4	28	6
- Renforcer l'économie française	33	5	39	2
- Remettre de l'ordre dans le pays	30	6	22	9
- Faire face au problème de l'immigration	23	7	39	2
- Maintenir les avantages sociaux	22	8	23	7
- Défendre les libertés	20	9	23	7
- Assurer la sécurité des citoyens	19	10	21	10
- Accroître le rôle de la France dans le monde	10	11	10	12
- Lutter contre le racisme	8	12	12	11
- Moderniser la France	7	13	7	13
- Faire progresser l'unité entre les Français	6	14	7	13
- Sans opinion	1		1	
	% ⁽¹⁾		% ⁽¹⁾	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

Ici on dispose d'une comparaison avec l'ensemble du public interrogé dans une enquête de décembre 1991. La mise en regard de ces deux séries de chiffres indique qu'au total le groupe des agriculteurs ne diffère guère sur ce point de l'ensemble des Français. La création d'emplois constitue, pour tous, l'urgence absolue. Les agriculteurs en revanche mettent plus en avant la nécessité de "protéger l'environnement" (au 2^o rang dans ce groupe, au 4^o dans le public) et sont à l'inverse moins préoccupés que l'ensemble des Français par le problème de l'immigration (23% parmi les agriculteurs contre 39% dans le public). En dehors du fait que les préoccupations environnementales sont plus vives parmi les jeunes agriculteurs, l'ordre des priorités n'est guère affecté par les caractéristiques individuelles.

La confiance plus ou moins affirmée dans un certain nombre d'institutions contribue également à définir les perceptions sociales des agriculteurs :

Question : Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans :

		Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Sans opinion
- La science	100%	84	7	9
- L'école	100%	81	14	5
- La police	100%	76	19	5
- L'église catholique	100%	70	17	13
- Les associations de parents d'élèves	100%	67	15	18
- L'armée	100%	61	23	16
- Les banques	100%	58	35	7
- La justice	100%	43	50	7
- L'administration	100%	40	50	10
- La télévision	100%	35	55	10
- Les syndicats	100%	34	55	11
- Les députés	100%	24	65	11

Dans une enquête effectuée en 1988, ces mêmes questions avaient été posées à un échantillon représentatif de l'ensemble des Français². La comparaison des réponses des agriculteurs avec celles de l'ensemble des Français est compliquée du fait que les différences observées peuvent être dues pour partie à l'évolution des attitudes dans les quatre années qui séparent les deux enquêtes. Ainsi le fait que 25% seulement des agriculteurs aient confiance dans les députés contre 54% des Français en 1988 tient très probablement pour beaucoup à la dégradation générale de l'image des hommes politiques dans les toutes dernières années. Certaines différences en revanche tiennent à la spécificité du groupe des agriculteurs. La confiance dans l'Église catholique par exemple, s'établit à 70% dans cette enquête contre 56% dans l'enquête nationale de 1988. Mais au total, malgré certains écarts, la hiérarchie que l'on observe ici ne diffère pas de façon notable du classement opéré par l'ensemble du public.

Pour préciser l'univers idéologique du groupe que nous étudions plusieurs questions ont été centrées soit sur des principes généraux, tels que la notion d'égalité sociale, soit sur des enjeux sociaux ou politiques :

² Cf. CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, 250 p.

Question : J'aimerais que vous m'indiquiez quelle est votre position personnelle sur certains grands problèmes. Par exemple, comment vous situez-vous par rapport à ces deux opinions ?

Il faudrait une assez grande inégalité des revenus car cela crée une émulation*	
- 1	6
- 2	16
- 3	32
- 4	23
- 5	12
- 6	10
Il faudrait donner le même revenu à chacun quels que soient son métier ou ses aptitudes	
- Sans opinion	1
	100%

*Les personnes interrogées étaient invitées à situer leur proximité par rapport à chacune de ces deux positions.

Au total chez les agriculteurs la balance pèse plus en faveur de l'inégalité (cumul des positions 1, 2, 3 : 54%) que de l'égalité (cumul des positions 4, 5, 6 : 45%). Les plus "égalitaristes" sont les femmes (48% contre 42% parmi les hommes), les jeunes (59% contre 36% chez les 65 ans et plus) et bien évidemment ceux qui sont proches des partis de gauche (57% contre 40% à droite).

La liste d'opinions suivante permet de détailler les positions des agriculteurs sur un certain nombre de mesures qui illustrent parfois de façon concrète les principes qui ont été passés en revue.

Question : Seriez-vous plutôt favorable ou plutôt opposé ?

	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Sans opinion
- A la suppression du SMIC (le salaire minimum) pour favoriser l'embauche des jeunes 100%	27	60	13
- A la privatisation d'EDF 100%	35	28	37
- A acheter plus cher les produits de consommation qui porteraient un label anti-pollution 100%	52	39	9
- A la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) 100%	22	67	11
- A une forte augmentation des droits de succession pour les héritages supérieurs à un million de francs 100%	25	65	10
- A ce qu'on augmente le montant des cotisations pour maintenir la Sécurité sociale 100%	14	81	5
- A abaisser l'âge de la scolarité obligatoire de 16 à 14 ans pour permettre aux adolescents qui le veulent de commencer à travailler 100%	44	52	4
- Au recul de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans pour contribuer à l'équilibre du régime des retraites 100%	30	64	6
- A ce qu'on réduise le coût de la Sécurité sociale en limitant les remboursements avec un système d'assurances volontaires 100%	32	56	12

Remarquons en premier lieu que sur les neuf mesures de réforme proposées, huit ne recueillent pas une majorité d'opinions favorables : dans l'ensemble le maintien du statu quo semble l'attitude la plus commune, quel que soit le domaine envisagé.

Dans le domaine social, deux mesures sont repoussées par près des deux tiers des personnes interrogées : les agriculteurs comme l'ensemble du public (avec lequel des comparaisons sont possibles ici) rejettent la suppression du SMIC, et le recul de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans. Dans un même ordre d'idées, on s'oppose à la mise en place d'un système d'assurances volontaires destiné à réduire le déficit de la sécurité sociale. (56% d'opposés contre 32% de favorables).

Mais ce maintien des acquis sociaux doit être mis en balance avec le refus massif de voir augmenter les cotisations sociales : 81% des agriculteurs (contre seulement 67% dans le public d'ensemble) s'opposent à cette perspective.

Il faut remarquer d'autre part que si l'hypothèse d'abaisser l'âge de la scolarité de 16 à 14 ans est rejetée par 52% des agriculteurs, 44% admettent néanmoins cette possibilité contre seulement 37% dans le public.

Enfin le projet de la "privatisation d'EDF" laisse perplexe plus du tiers des personnes interrogées (37% de "Sans opinion"), mais semble au total un peu mieux accueilli par les agriculteurs que par l'ensemble du public (35% contre 30%).

Dans le domaine fiscal l'échantillon d'agriculteurs, au même degré que l'ensemble du public (67%), souhaite le maintien de l'impôt de solidarité sur la fortune. En revanche, les agriculteurs s'opposent beaucoup plus que l'ensemble du public (65% contre 49%) à l'augmentation des droits de succession "pour les héritages supérieurs à un million de francs". Le souci de ne pas rendre plus difficile la transmission du patrimoine foncier induit à l'évidence cette différence d'attitudes.

Une seule mesure est retenue par une courte majorité de l'échantillon : la définition de produits portant un label antipollution et vendus pour cette raison plus cher est acceptée par 52% (soit un peu plus que le public : 49%). Les jeunes générations d'agriculteurs dont les préoccupations environnementales sont, on l'a vu, plus affirmées, soutiennent plus fermement cette idée : 61% parmi les 18-24 ans, contre 39% pour les plus âgés.

Au total, on a donc le sentiment que les agriculteurs souhaitent, comme la plupart des Français, que le socle des acquis sociaux demeure stable et rejettent les perspectives d'un libéralisme économique brutal.

Pour conclure cette série de mesures d'attitudes à l'égard de la société, il est intéressant d'analyser les réponses à la question suivante qui permet aux personnes interrogées de se positionner par rapport à l'idée de "changement de la société actuelle" :

Question : J'aimerais que vous m'indiquiez quelle est votre position personnelle sur certains grands problèmes.

Par exemple, comment vous situez-vous par rapport à ces deux opinions ?

Je pense qu'il faut changer complètement la société actuelle	
- 1	19
- 2	19
- 3	33
- 4	18
- 5	7
- 6	3
Je pense qu'il faut changer le moins possible la société actuelle	
- Sans opinion	1
	100%

Remarquons que, même au sein de cette population dont le conservatisme semble avéré, la balance pèse en faveur du changement : 38% des répondants se situent sur les deux premières cases, 33% sur la troisième soit au total 71% sur le versant du changement contre seulement 25% du côté de l'immobilisme.

Le souhait de changer la société est plus accusé parmi les jeunes générations puisque 49% des 18-24 ans se placent sur les deux positions extrêmes (1 et 2) contre seulement 35% parmi les plus âgés et également parmi ceux qui se situent aux échelons les plus bas de l'échelle sociale (48%). Mais l'analyse de la propension à vouloir le changement en fonction des proximités partisanes laisse supposer que le mot de changement recouvre pour chacun des réalités différentes : on observe en effet que la revendication du changement est maximum pour ceux qui sont proches du Front National (62%), du mouvement écologiste (47%) et du RPR (45%). Elle est en revanche minimale chez les partisans du Parti Socialiste.

2. L'autorité, la tolérance et la morale

L'analyse sociologique montre que les valeurs liées à l'autorité, à la tolérance et à la morale privée sont déterminées à la fois par des phénomènes de génération et par des différences idéologiques et culturelles. Le libéralisme culturel ou, dans la terminologie anglo-saxonne, les valeurs post-matérialistes³ sont plus répandues parmi les jeunes générations et au sein des couches sociales cultivées. Compte tenu de sa composition culturelle et

³ Cf Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth "Libéralisme culturel et libéralisme économique", pp. 45-70 in CEVIPOF (ouv. cit.) et Ronald Inglehart : *The silent revolution. Changing values and political styles among western publics*, Princeton University Press, 1977, 482 p.

démographique, on devait s'attendre à ce que le groupe des agriculteurs partage relativement peu cet ensemble de valeurs.

L'analyse des questions centrées sur ces valeurs permet de vérifier cette hypothèse :

Question : En pensant à l'école, pouvez-vous me dire avec laquelle de ces deux opinions vous êtes le plus d'accord ?

- L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort	69
- L'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique	28
- Sans opinion	3
	100%

La comparaison avec une enquête nationale antérieure⁴ montre que la valorisation de la discipline et de l'effort est plus affirmée parmi les agriculteurs que dans l'ensemble de la population (69% contre 58%). Conformément aux hypothèses, on observe que cette attitude varie largement selon l'âge : 83% des agriculteurs âgés de 65 ans et plus soutiennent cette idée contre 39% des 18-24 ans.

Question : Seriez-vous plutôt favorable ou opposé :

	Favorable	Opposé	Sans opinion
- A l'annulation totale de la dette des pays pauvres envers la France 100%	27	57	16
- A la construction de mosquées dans grandes villes 100%	15	75	10
- Au rétablissement de la peine de mort 100%	68	25	7

Le rétablissement de la peine de mort est souhaité par une majorité de Français (59% selon une enquête de 1991⁵). Mais dans notre échantillon d'agriculteurs, on trouve plus de deux tiers de partisans de la peine de mort (68%). Mis à part les proches de la Confédération paysanne, dont 56% sont défavorables à cette mesure, on ne trouve guère, même parmi les plus jeunes, d'opposants au rétablissement de la peine capitale.

Les agriculteurs, comme la population française s'opposent dans des proportions à peu près égales (57% contre 55%) aux mesures "d'annulation de la dette des pays les plus pauvres". De même, les trois quarts de notre échantillon sont défavorables à "la

⁴ Cf. *L'électeur français en questions*, ouv. cit.

⁵ Enquête *Figaro Magazine* / SOFRES, novembre 1991.

construction de mosquées dans les grandes villes". Là aussi les jeunes ne font pas preuve de plus de tolérance puisque 61% des 18-24 ans s'opposent à la première mesure (contre 49% chez les plus âgés dont le taux de "sans réponse" est ici plus élevé) et 80% à la seconde (contre 74% des 65 ans et plus).

Seuls les clivages idéologiques induisent une différence d'attitudes : parmi ceux qui sont proches de la Confédération paysanne, 42% admettent l'annulation de la dette des pays pauvres (mais 44% la refusent) et 40% la construction de mosquées (contre 49%).

Question : Souhaitez-vous que, dans les prochaines années, on favorise en priorité:

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête SOFRES septembre 1991
- L'intégration dans notre société des immigrants qui vivent actuellement en France	31	40
- Le départ d'un grand nombre d'immigrants qui vivent actuellement en France	59	51
- Sans opinion	10	9
	100%	100%

Question : Pour les élections municipales, seriez-vous favorable ou opposé à ce que l'on accorde le droit de vote aux immigrants qui ne possèdent pas la nationalité française mais qui vivent depuis un certain temps en France ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Figaro Magazine SOFRES septembre 1991
- Favorable	14	21
- Opposé	81	74
- Sans opinion	5	5
	100%	100%

L'attitude à l'égard des immigrants complète les mesures de tolérance. Là aussi, les agriculteurs apparaissent comme un groupe relativement moins libéral que l'ensemble des Français puisque 59% d'entre eux souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrants (contre 51% dans la population) et que 81% leur refusent l'accès au droit de vote aux élections locales (74% dans la population). Là encore, le seul facteur qui oriente positivement la réponse est la proximité syndicale : parmi les proches de la Confédération paysanne, 53% valorisent "l'intégration des immigrants" et 33% admettent leur accès au droit de vote.

Question : Pour chacune des choses suivantes, pouvez-vous me dire si elle évoque pour vous quelque chose de tout à fait, plutôt, pas vraiment ou pas du tout condamnable moralement ?

		Tout à fait	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Sans opinion
- La vie en couple sans être marié	100%	6	11	34	47	2
			17		81	
- L'avortement	100%	19	22	28	25	6
			41		53	
- L'infidélité conjugale	100%	34	31	18	11	6
			65		29	
- L'homosexualité	100%	43	16	16	16	9
			59		32	

Le dernier tableau de cette série concerne des indicateurs ayant trait à la morale dans le domaine de la sexualité.

La multiplication des cas d'unions libres a eu pour effet de banaliser ce mode de vie et, partant, de le rendre moins condamnable qu'autrefois : 81% des agriculteurs l'admettent soit à peine moins que l'ensemble du public (85%)⁶. L'avortement demeure plus contesté, mais plus de la moitié des agriculteurs (52%) contre 62% du public en admet moralement la pratique.

Les deux autres comportements mentionnés suscitent encore des réserves morales importantes : 65% des agriculteurs interrogés déclarent "condamnable moralement" l'infidélité conjugale et 59% l'homosexualité. Dans le public ces mêmes chiffres sont un peu moins élevés, respectivement 58% et 47%.

Chez les agriculteurs comme dans l'ensemble de la population, la tolérance dans le domaine de la sexualité est d'autant plus marquée que l'on est jeune. Ainsi, 93% des jeunes agriculteurs refusent de condamner l'union libre, 70% l'avortement et 49% l'homosexualité (contre respectivement 61%, 33% et 15% des plus âgés). Mais même chez les plus jeunes, la fidélité conjugale demeure la norme : 60% d'entre eux estiment condamnable moralement l'infidélité soit à peine moins que les plus âgés (69%).

⁶ Cf. *L'électeur français en questions*, ouv. cit.

Les choix politiques des agriculteurs

(Nonna MAYER)

Entre le recensement général de la population de 1954 et celui de 1990, le nombre d'exploitants agricoles est passé de près de quatre millions à moins d'un million, et leur poids dans la population active de plus de 20% à moins de 4%. Si l'on ajoute les membres de leur famille, qui vivent sur l'exploitation mais travaillent en dehors, et ceux qui sont partis à la retraite, aujourd'hui plus nombreux que les actifs⁷, le poids réel des agriculteurs est nettement plus élevé. Un électeur sur dix vient d'un ménage agricole et un électeur sur cinq a au moins une attache avec le milieu⁸. C'est cette définition élargie de la population agricole qui a été retenue pour notre enquête, prenant en compte l'ensemble des personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs, exploitants, parents, enfants ou conjoint de l'exploitant⁹. On s'interrogera ici sur la spécificité et l'homogénéité politiques du milieu agricole, à quelques semaines des élections régionales et cantonales de 1992.

1. L'ancrage à droite

Aujourd'hui comme hier c'est à droite que vont les préférences politiques des agriculteurs. Tous les indicateurs utilisés le confirment. Sur l'échelle SOFRES en sept positions ils sont 80% à se classer au centre ou à droite alors que la proportion n'est que de 61% dans l'ensemble de la population (Tableau 1).

Les deux tiers d'entre eux expriment l'intention de voter pour un candidat de droite aux élections législatives de 1993 (tableau 2) et 58% souhaitent au fond d'eux-mêmes la victoire du RPR ou de l'UDF sur la majorité présidentielle qu'ils ne sont que 17% à soutenir. C'est des partis de droite, l'UDF, le RPR ou le Front national, qu'ils se déclarent le plus souvent proches (les deux tiers de ceux qui déclarent une proximité partisane). A une seule et notable exception

⁷. Alice Barthez, « Une agriculture communautaire », p.466-475 in INSEE, *La société française. Données sociales 1993*, Paris, Hachette, 1993. Au recensement général de la population de 1990, on comptait 982 milliers d'agriculteurs exploitants en activité contre 1257 milliers d'anciens agriculteurs (contre respectivement 1448 et 1346 milliers en 1982). En 1979, un quart environ des femmes actives de moins de 35 ans vivant chez leurs parents ou chez leur mari agriculteur travaillaient hors de l'exploitation agricole. Elles étaient un tiers en 1988 et près des deux tiers chez les jeunes femmes de moins de 35 ans (Source : recensements généraux de l'agriculture).

⁸. Estimation réalisée à partir des enquêtes annuelles de l'Observatoire interrégional du politique (OIP), auprès d'échantillons représentatifs de la population des régions âgée de 15 ans et plus qui, agrégés, dépassent les 15 000 individus. De 1987 à 1993, en croisant la CSP de l'individu et celle du chef de ménage, on peut estimer à 10% la proportion d'électeurs inscrits vivant dans un ménage d'agriculteurs. L'enquête de 1987 permettait en outre de connaître la profession du conjoint et du père, qu'ils soient ou non chefs de ménage. Elle montrait qu'un électeur inscrit sur cinq était soit agriculteur lui-même, actif ou retraité, soit enfant, soit conjoint d'agriculteur.

⁹. Rappelons que l'enquête du CEVIPOF a été administrée par la SOFRES, du 31 janvier au 21 février 1992, auprès d'un échantillon national de 900 agriculteurs ou adultes vivant dans un foyer d'agriculteurs, construit selon la méthode des quotas (surface agricole utile, type d'exploitation et statut de l'interviewé). Sauf indication contraire, c'est à cette population que nous ferons référence dans la suite du texte.

près, celle de Jacques Delors, c'est des personnalités de droite qu'ils ont la meilleure opinion (tableau 3).

Ces choix s'inscrivent dans une logique plus générale qui oppose les indépendants, travaillant à leur compte, aux salariés sous les ordres d'un patron. Qu'ils tiennent boutique ou travaillent la terre, qu'ils dirigent une entreprise ou exercent une profession libérale, ils se méfient d'une gauche perçue comme interventionniste et protectrice des droits des salariés¹⁰. Ce clivage se retrouve tout au long de la Cinquième République et n'a fait que s'accroître avec l'arrivée de la gauche au pouvoir¹¹. A l'effet déterminant du statut s'ajoute celui de facteurs spécifiques aux agriculteurs, leur intégration à la communauté catholique et à ses valeurs, l'importance de leur patrimoine, leur âge moyen élevé. Les agriculteurs comptent 60% de pratiquants réguliers ou occasionnels, proportion qui n'est que de 36% dans l'ensemble de la population. Ils sont les plus nombreux à être propriétaires de leur résidence principale (77%, contre 52% des Français) voire d'un autre logement, résidence secondaire ou de rapport (27% contre 18%). Ils sont beaucoup plus âgés que la moyenne des Français puisque 29% d'entre eux seulement ont moins de 40 ans (contre 56%)¹². Autant de facteurs qui les inclinent au conservatisme.

Au sein même de la population agricole chacune de ces variables introduit des clivages similaires, leur niveau du vote pour la droite s'élevant avec l'âge, le niveau de pratique religieuse et la taille de l'exploitation. Il atteint un niveau record chez les "gros" agriculteurs, à la tête d'exploitations de 50 hectares ou plus, dans le secteur des grandes cultures et de l'élevage de bovins tandis que le niveau du vote pour la gauche, principalement socialiste, s'élève chez les "petits" et moyens agriculteurs, chez les viticulteurs, les éleveurs d'ovins et de volaille ou les polyculteurs et chez les proches de la Confédération paysanne (tableau 4).

Si cette orientation à droite caractérise l'ensemble des personnes vivant dans un ménage d'agriculteur, elle est toutefois nettement plus marquée dans la génération des parents. Les intentions de vote en faveur de la droite, et presque exclusivement la droite modérée, y atteignent 76%, alors que chez les enfants d'agriculteurs elles ne l'emportent sur les intentions de vote pour la gauche ou les écologistes que d'une courte majorité (46% contre 44%, tableau 4).

2. La préférence chiraquienne

Cet ancrage à droite des agriculteurs profite plus au RPR et à son leader. Avec 54% de bonnes opinions, Jacques Chirac arrive nettement en tête de leur palmarès des personnalités politiques, avant Simone Veil (+5), Raymond Barre ou Valéry Giscard d'Estaing (+6)

¹⁰. Sur le clivage indépendants/salariés cf. Nonna Mayer, Étienne Schweisguth, "Classe, position sociale et vote", in Daniel Gaxie (dir.), *L'explication du vote*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, p.262-290. Voir également Daniel Boy, Nonna Mayer, « L'électeur français en questions », pp. 197-217 in CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990 et Nonna Mayer, « Classes moyennes et politique », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Dictionnaire historique de la vie politique française (XXème siècle)*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, pp. 178-183.

¹¹. Voir les contributions de Daniel Boy, Élisabeth Dupoirier et Isabel Boussard in Pierre Coulomb, Hélène Delorme, Bertrand Hervieu, Marcel Jollivet, Philippe Lacombe (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1990, p.378-588 et celle de Nonna Mayer in Bertrand Hervieu (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, Paris, L'Harmattan, 1992, p.47-65. Voir également Isabel Boussard, *Les agriculteurs et la république*, Paris, Economica, 1990, p.137-154.

¹². Source : INSEE. Enquête Loisirs 1987-1988. Enquête sur les actifs financiers. 1986. Enquête emploi. 1989. Cf. *Données Sociales. 1990*, Paris, INSEE, 1990.

(tableau 3). Cette popularité tient pour partie à la bonne image qu'a laissée son passage au ministère de l'Agriculture. Elle témoigne aussi de l'enracinement de son mouvement chez les agriculteurs, ralliés progressivement, et non sans mal, au gaullisme entre 1962 et 1968¹³. Les agriculteurs se déclarent un peu plus souvent proches du RPR que de l'UDF (26% contre 21%) et ils sont moins nombreux à exclure de voter pour un candidat RPR que pour un candidat UDF aux prochaines élections législatives (17% contre 20%). L'écart entre les deux formations de la droite modérée est toutefois minime, comparé à celui qu'on observait au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Les agriculteurs étaient alors trois fois plus nombreux à voter pour Jacques Chirac que pour Raymond Barre¹⁴. L'équation personnelle du leader RPR pèse évidemment plus dans le cadre d'un scrutin présidentiel que d'un scrutin législatif, qui se joue essentiellement sur la notabilité et l'enracinement local des candidats. Mais à un an des législatives de 1993, les intentions de vote recueillies sur noms de candidats éventuels, avec l'hypothèse de primaires systématiques UDF/RPR, donnent en fait un léger avantage à l'UDF sur le RPR (+4)¹⁵.

On note également que la sociologie des deux électors est moins contrastée qu'en 1988. Aujourd'hui comme hier, le vote UDF/ RPR caractérise en priorité les "gros" agriculteurs, les possédants et les catholiques pratiquants. Mais en 1988 l'électorat agricole de Jacques Chirac se distinguait nettement de celui de Raymond Barre par le poids des jeunes, des actifs, des hommes et des diplômés (au moins un CAP). Le gaullisme semblait avoir conquis les éléments les plus novateurs et les plus dynamiques de l'agriculture, pariant sur la modernisation et le changement¹⁶. Tandis que les générations antérieures, dans le cadre d'une agriculture plus traditionnelle, restaient fidèles au centre ou à la gauche non communiste, défenseurs attirés des paysans sous la Quatrième République. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. C'est chez les plus jeunes, dans la tranche d'âge des 18-24 ans, et particulièrement chez les enfants d'agriculteurs, que les intentions de vote pour le RPR sont les plus faibles (tableau 4).

3. Les limites du vote protestataire

La relative stabilité du choix politique des agriculteurs ne saurait masquer la crise de la représentation politique qui traverse ce milieu. 71% d'entre eux sont mécontents du fonctionnement de la démocratie, soit une proportion supérieure de 10 points à celle que l'on constate à la même date chez l'ensemble des Français (tableau 5). Les trois quarts d'entre eux ont le sentiment de n'être bien représentés par aucun parti ou leader politique, proportion là encore supérieure à la moyenne (respectivement +6 et +4) (tableau 6). Et ils sont plus nombreux à ne pas se reconnaître dans le clivage gauche/droite, un tiers refusant de se classer dans un de ces deux camps contre un quart dans l'ensemble de la population. C'est sur ce fond d'insatisfaction que se

¹³. Voir Pierre Rémy, « Le gaullisme et les paysans », dans Yves Tavernier, Michel Gervais, Claude Servolin (dir.), *L'univers politique des paysans*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p.255-272 ainsi que Isabel Boussard, *op.cit.*, p.69-98

¹⁴. Sur la base du sondage post-électoral SOFRES/CEVIPOF, 47% des agriculteurs (retraités inclus) auraient voté pour le candidat du RPR contre 14% pour le candidat de l'UDF. Voir CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, *op.cit.*

¹⁵. Cet avantage se retrouve dans le sondage post-électoral de la SOFRES effectué après les élections législatives de 1993 (31 mars-2 avril 1993, échantillon représentatif du corps électoral de 2000 individus). 32% des agriculteurs exploitants (profession de la personne interrogée) déclarent un vote pour un candidat de l'UDF et 23% pour un candidat du RPR alors que ces proportions dans l'ensemble de l'échantillon sont de 19% et 21%. Mais compte tenu du poids des candidatures d'union, ces chiffres ne permettent pas de conclure que l'UDF a supplanté le RPR dans les préférences des agriculteurs.

¹⁶. Voir Nonna Mayer, "Le vote des agriculteurs en 1988 : facteurs individuels, facteurs contextuels", in Bertrand Hervieu (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, *op.cit.*, p.47-65.

développe un vote protestataire contre les partis de gouvernement, en faveur soit des écologistes soit de l'extrême droite.

A un an des législatives de 1993, 28% des agriculteurs estiment "certain" ou "probable" qu'ils voteront pour un candidat des Verts et 18% pour un candidat de Génération Écologie. Cette proportion s'élève chez les femmes (25% et 19%), chez les jeunes de 18 à 24 ans (35% et 29%) et les enfants d'agriculteurs (42% et 35%), ceux qui travaillent dans une petite exploitation (27% et 24%) et ceux qui se déclarent proches des partis de gauche (30% et 24%). Ceux qui n'excluent pas de voter pour un candidat du Front national sont nettement moins nombreux (9%). Leur proportion s'élève également chez les plus jeunes et les enfants d'agriculteurs (16% et 14%), mais elle caractérise plutôt les agriculteurs de sexe masculin, ceux qui travaillent sur les exploitations grandes ou moyennes, en particulier maraîchères et viticoles (12% et 13%) et ceux qui se déclarent proches des partis de droite (15%) et du CNJA (20%).

Ces proportions sont nettement plus faibles quand la question ne porte plus sur la probabilité des votes mais sur les intentions proprement dites, recueillies sur noms de candidats éventuels. Les écologistes (Verts + Génération Écologie) obtiendraient 12% des suffrages exprimés et les candidats du FN 5%, soit des chiffres très inférieurs à ceux que l'on observe dans l'ensemble de l'électorat (respectivement -5 et -10.5 points). Certes, ces intentions de vote n'ont pas été redressées et l'on sait que le vote pour le Front national, compte tenu de la réprobation sociale qui y est attachée, est systématiquement minoré dans les sondages. Mais tous les autres indicateurs confirment la faible audience du FN en milieu agricole. 3% seulement des agriculteurs s'en déclarent proches. Son leader est, avec Georges Marchais, la personnalité politique dont ils ont la plus mauvaise opinion (tableau 3). Ils sont nettement moins nombreux que la moyenne à se dire d'accord avec ses idées (-10), que ce soit dans le domaine de l'immigration (-2), de la sécurité et de la justice (-6), des critiques contre la classe politique (-1) ou de la défense des valeurs traditionnelles (-4)(tableaux 7 et 8). La majorité (61%) voit dans ce parti et son leader "un danger pour la démocratie" et se prononce contre tout accord politique ou de désistement pour le second tour des élections législatives entre le Front national et l'UPF, même chez les sympathisants du RPR et de l'UDF (respectivement 48 et 44%). Et s'il y avait à choisir au second tour entre un candidat socialiste et un candidat du FN, ils seraient 44% à préférer le socialiste (contre 13% celui du FN).

Cette résistance des agriculteurs, en dépit des efforts de séduction déployés dans leur direction par le parti lepéniste depuis son congrès de Nice (29 mars-1er avril 1990), tient à la fois à leur relation privilégiée avec le mouvement gaulliste, à leur cohésion sociale, à la force du syndicalisme paysan, à l'influence modératrice de l'Église catholique. C'est en terrain urbain, quand se désagrège l'encadrement social, culturel et politique, que le lepénisme gagne du terrain. En milieu rural, les réseaux de la droite conservatrice et catholique lui font barrage. Ils canalisent toutefois moins le mécontentement des jeunes générations, plus enclines, on l'a vu, à déclarer un vote protestataire en faveur soit des écologistes, soit du Front national. Tiendront-ils longtemps encore, face à la crise d'identité qui ébranle les milieux agricoles et aux peurs que suscite chez eux la construction européenne ?

4. L'horizon 1995

Depuis notre enquête, quatre élections successives -cantonales, régionales, législatives et européennes- ont modifié le paysage politique français. Elles ont consacré l'effondrement du parti socialiste, dont le candidat officiel a recueilli moins de 15% des suffrages exprimés aux dernières élections européennes. Les écologistes, divisés, n'en tirent aucun bénéfice. Quant à la droite modérée, victorieuse aux dernières élections législatives avec près de 40% des suffrages exprimés et plus de 80% des sièges à l'Assemblée nationale, elle subit la double pression du Front national, qui draine son électorat populaire, et du nouveau mouvement de Philippe de Villiers, qui recrute parmi les classes moyennes et supérieures attachées aux valeurs traditionnelles.

Ces bouleversements ne remettent pas en cause les grandes tendances du vote des agriculteurs, telles qu'elles se révélaient dans notre enquête de 1992. Ils persistent dans leur refus de la gauche et de l'écologie, portant leurs suffrages aux candidats de droite dans une proportion de 67% aux élections régionales de 1992, 85% aux élections législatives de 1993 et 82% aux élections européennes de 1994, à chaque fois supérieure de plus de vingt points à la moyenne nationale¹⁷. Plus que toutes les autres catégories socioprofessionnelles, ils se déclarent satisfaits du résultat des élections législatives de 1993, qui donnent la majorité à l'UPF¹⁸. La géographie électorale confirme les enseignements des sondages. La carte des suffrages exprimés en faveur de la droite modérée aux dernières élections européennes recoupe clairement celle des circonscriptions les plus agricoles (cartes 1 et 7).

La réticence des agriculteurs à voter pour le Front national se confirme, même si elle est moins marquée que dans les intentions de vote déclarées lors de notre enquête. Le parti lepéniste y obtient des scores généralement moins élevés que dans le reste de l'électorat, et sans commune mesure avec ceux qu'il obtient chez les petits patrons et chez les ouvriers. Ainsi lors des élections régionales de 1992 les scores du FN chez les agriculteurs étaient inférieurs de 5 points à la moyenne nationale (9% contre 13,7%), lors des législatives de 1993 ils étaient comparables (13%) et lors des élections européennes de 1994 ils étaient inférieurs de 7 points (4% au lieu de 10,5%). Les thèmes sécuritaires et xénophobes privilégiés par le Front national ne viennent pas en tête de leurs préoccupations. Interrogés sur les motivations de leur vote aux dernières élections européennes, 20% des agriculteurs classaient "l'insécurité" et 15% "l'immigration" parmi les thèmes qui avaient eu "le plus d'importance dans leur vote", soit des pourcentages inférieurs à la moyenne (respectivement 26% et 21%) et sans comparaison avec ceux que l'on trouvait chez les électeurs du FN (68% et 67%)¹⁹.

Les agriculteurs se soucient plus de la construction européenne, qui conditionne leur avenir. Ils ont été de loin les plus nombreux à voter contre le traité de Maastricht²⁰.

¹⁷. Source: sondages post-électorales de la SOFRES, effectués les 25-26 mars 1992, du 31 mars au 2 avril 1993 et du 18 au 23 juin 1994, auprès d'échantillons nationaux représentatifs du corps électoral (N= 1500, 2000 et 2000). Il s'agit cette fois-ci des seuls agriculteurs exploitants, définis par la profession de la personne interrogée, et c'est à eux que nous faisons allusion dans la suite du texte, sauf indication contraire.

¹⁸. 74% se disent « plutôt satisfaits du résultat des élections législatives dans le pays » et 12% « plutôt déçus » alors que dans l'ensemble de l'échantillon les proportions sont respectivement de 53% et 29% (Sondage SOFRES précité).

¹⁹. Sondages post-électorales de la SOFRES précités.

²⁰. 71% de « Non ». Voir Olivier Duhamel, Gérard Grunberg, « Référendum : les dix France », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1993*, Paris, Seuil, 1993, p.79-86.

Aux dernières élections européennes, ils étaient la catégorie socioprofessionnelle la plus hostile à l'intégration. Les deux tiers d'entre eux se rangent alors parmi "ceux qui craignent les conséquences de la construction européenne" (contre 46% dans l'ensemble de la population) et ils sont deux fois plus nombreux à souhaiter que "le mouvement d'unification de l'Europe soit ralenti" (44% contre 23%)²¹.

S'il y a une dimension protestataire indéniable dans leur vote²², elle passe plutôt par le soutien à des mouvements qui donnent la priorité à la résistance aux directives de Bruxelles et à la défense de "l'exception" française. C'est pourquoi aux élections régionales de 1992 un agriculteur sur dix donnait sa voix à la liste Chasse, Pêche, Nature et Traditions et pourquoi, aux élections européennes de 1994, ils étaient trois fois plus nombreux que le reste de l'électorat à soutenir "l'Autre Europe" préconisée par Philippe de Villiers. C'est la seule catégorie socioprofessionnelle où la liste de ce dernier a fait jeu égal avec la liste UDF-RPR, recueillant 37% de leurs suffrages (contre 38% à la liste Baudis)²³.

A l'élection décisive que sera la présidentielle d'avril-mai 1995, l'enjeu européen pèsera lourd sur les choix des agriculteurs, quels que soient les candidats en présence. S'il est trop tôt pour anticiper sur leurs votes lors d'une élection, dont tous les candidats ne sont pas encore connus, les sondages effectués, alors que Delors était encore un candidat potentiel donnent néanmoins des indications de tendances²⁴. C'est chez les agriculteurs, sans surprise, que les candidats de la droite réalisent leurs meilleurs scores. Chirac, Giscard, Balladur, de Villiers, et le Pen totalisent 88% de leurs intentions de vote déclarées pour le premier tour, contre 59,5% seulement dans l'ensemble de l'électorat (tableau 9). S'ils déclarent trois fois moins souvent que l'ensemble de l'électorat l'intention de voter pour le leader du FN, de Villiers garde leurs faveurs, crédité de 14% de leurs suffrages, soit trois fois plus que dans l'ensemble de l'électorat. Mais la préférence des agriculteurs va nettement aux candidats de la droite modérée. Chirac, Giscard et Balladur recueillent à eux seuls plus de 70% de leurs intentions de vote. Si Balladur arrive bon premier, avec un tiers de leurs suffrages, dépassant Chirac de 7 points, ce dernier fait toutefois de loin son meilleur score chez les agriculteurs. Avec 27% des suffrages exprimés, il y dépasse de 12 points son score dans l'ensemble de l'électorat, alors que l'écart au profit de Balladur est de 8 points, et au profit de Giscard 5 points. La différence est encore plus nette si l'on prend en compte non plus les agriculteurs exploitants mais la population des ménages dont le chef est agriculteur (tableau 9). Chirac y obtient un tiers de leurs suffrages, à trois points seulement derrière Balladur. Il garde incontestablement un capital de sympathie chez les agriculteurs et c'est sans doute son meilleur atout dans une compétition présidentielle qui, à droite surtout, s'annonce serrée.

²¹ Sondage post-européennes SOFRES précité. Sur l'opposition de la majorité des agriculteurs à la construction européenne voir Annick Percheron, « Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, 41(3), 1991, pp.382-406. Voir aussi Nonna Mayer, « Attitudes towards the region, Europe and politics in 1992 France », communication à l'American Political Science Association, Washington, 2-5 septembre 1993, ronéoté, 14 p.

²² Lors des élections européennes de 1994, ils sont les plus nombreux, avec les employés, à déclarer que par leur vote ils ont voulu manifester leur « refus des autres listes » (respectivement 48% et 50% contre 40% dans l'ensemble de l'électorat) plutôt que leur « adhésion » (Sondage post-européennes SOFRES précité).

²³ Sondage SOFRES post-européennes précité.

²⁴ Je remercie Jérôme Jaffré d'avoir bien voulu me communiquer les résultats du dernier sondage de la SOFRES sur les intentions de vote au premier tour de la présidentielle (Enquête TF1/RTL/SOFRES, vagues cumulées de début novembre et début décembre 1994, 2000 interviews).

Tableau 1

Question : D'après leurs opinions, on classe habituellement les Français sur une échelle de ce genre. Comme vous le voyez, il y a deux grands groupes : la gauche et la droite. On peut se classer plus ou moins à gauche ou plus ou moins à droite. Vous personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête SOFRES janvier 1992
- 1 { Extrême gauche	0,5	1
- 2	3,5	9
- 3 - Gauche	11	24,5
- 4 - Centre	34	28
- 5 - Droite	35	22,5
- 6	9	8
..... { Extrême droite		
- 7	2	2
- Sans réponse	5	5
	100%	100%

Tableau 2

Les intentions de vote en cas d'élections législatives :

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Baromètre BVA Paris-Match février 1992
Parti Communiste, Extrême gauche	3	10
Parti Socialiste, divers gauche	18	17,5
Écologistes	12	17
RPR, UDF, divers droite	62	40
Front National	5	15,5
	100%	100%

(Électeurs ayant exprimé une intention de vote)

Tableau 3

Question : Avez-vous plutôt une bonne opinion ou plutôt une mauvaise opinion des personnalités suivantes ?

	Bonne opinion	Mauvaise opinion	Sans opinion
- Jacques CHIRAC	54	26	20
- Jacques DELORS	50	23	27
- Simone VEIL	49	26	25
- Raymond BARRE	48	27	25
- V. GISCARD D'ESTAING	48	30	22
- Édouard BALLADUR	43	14	43
- Pierre BEREGOVOY	38	30	32
- Michel NOIR	37	23	40
- Charles PASQUA	36	33	31
- François GUILLAUME	35	37	28
- Michel ROCARD	32	46	22
- Brice LALONDE	30	42	28
- Pierre MEHAIGNERIE	29	32	39
- François MITTERRAND	25	56	19
- Antoine WAECHTER	24	41	35
- Louis MERMAZ	22	39	39
- Laurent FABIUS	22	55	23
- Bernard TAPIE	21	56	23
- Édith CRESSON	16	64	20
- Henri NALLET	11	60	29
- Jean-Marie LE PEN	11	73	16
- Georges MARCHAIS	5	79	16

Tableau 4

Sociologie du vote des agriculteurs en cas d'élections législatives :

		Total gauche	Écologistes	UDF RPR Divers droite	Front National
TOTAL	100%	21	12	62	5
AGE					
- 18 à 24 ans		13	29	46	12
- 25 à 34 ans		19	17	60	4
- 35 à 49 ans		20	13	63	4
- 50 à 64 ans		21	9	65	5
- 65 ans et plus		23	0	73	4
TAILLE DE L'EXPLOITATION					
- Moins de 10 hectares		23	19	51	7
- De 10 à 29 hectares		24	11	62	3
- De 30 à 49 hectares		20	14	60	6
- 50 hectares et plus		14	6	77	3
TYPE DE L'EXPLOITATION					
- Grandes cultures		16	7	72	5
- Cultures maraîchères		24	13	51	13
- Viticulture		29	16	43	12
- Bovins lait		14	12,5	71	2,5
- Bovins viande		17	6	77	0
- Ovins et volailles		23	19	55	3
- Polyélevage, polyculture		26	13	58	4
PROXIMITE SYNDICALE					
- F.N.S.E.A.		17	7	71	5
- C.N.J.A.		15	6	68	11
- Confédération Paysanne		36	23	39	2
- Aucun		23	18	55	4
RELIGION					
- Catholique pratiquant régulier		6	7	81	6
- Catholique pratiquant occasionnel		10	12	75	3
- Catholique non pratiquant		29	13	51	7
- Sans religion		47	23	30	0
STATUT DE L'INTERVIEWE					
- Exploitant		22	12	61	5
- Conjoint		20	11	65	4
- Père ou mère		17	7	75	1
- Enfant		22	22	46	10

Tableau 5

Question : Estimez-vous qu'actuellement en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Presse de Province-SOFRES novembre 1991
- Très bien	2	3
- Assez bien	} 25 23	} 37 34
- Pas très bien	48	42
- Pas bien du tout	} 71 23	} 61 19
- Sans opinion	4	2
	100%	100%

Tableau 6

Question : Actuellement, avez-vous le sentiment d'être bien représenté par au moins :

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Presse de Province-SOFRES novembre 1991
UN PARTI POLITIQUE		
- Oui	14	20
- Non	76	73
- Sans opinion	10	7
UN LEADER POLITIQUE		
- Oui	15	19
- Non	75	74
- Sans opinion	10	7
UN SYNDICAT		
- Oui	23	15
- Non	69	75
- Sans opinion	8	10
	100%	100%

Tableau 7

Question : Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen, assez d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Le Monde RTL/SOFRES octobre 1991
- Tout à fait d'accord	2	4
- Assez d'accord	20	28
- Plutôt en désaccord	29	22
- Tout à fait en désaccord	41	43
- Sans opinion	8	3
	100%	100%

Tableau 8

Question : Plus précisément, approuvez-vous ou désapprouvez-vous les prises de position de Jean-Marie Le Pen sur :

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Le Monde RTL/SOFRES octobre 1991
	100%	100%
Les immigrés		
- Approuve	36	38
- Désapprouve	48	51
- Sans opinion	16	11
La sécurité et la justice		
- Approuve	25	31
- Désapprouve	47	48
- Sans opinion	28	21
Les critiques contre la classe politique		
- Approuve	23	24
- Désapprouve	59	59
- Sans opinion	18	17
La défense des valeurs traditionnelles		
- Approuve	26	30
- Désapprouve	48	51
- Sans opinion	26	19

Tableau 9

Question : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle :

	Ensemble	Agriculteurs	
		<i>PCS de l'interviewé</i>	<i>PCS du Chef de ménage</i>
B. HUE	5	0	0
A. LAGUILLER	3	2	1
J. DELORS	29,5	10	7
ECOLOGISTES	3	0	0
VGE	5	10	10
J. CHIRAC	15	27	32
E. BALLADUR	25,5	34	35
Ph. de VILLIERS	4,5	14	12
J.M. LE PEN	9,5	3	3
	100%	100%	100%

(Sondage TF1/RTL/SOFRES, vagues cumulées de début novembre et début décembre 1994, N = 2000)

La "défense" du métier d'agriculteur

(Isabel BOUSSARD)

Que l'agriculture soit un état, un métier ou un style de vie est une question qui n'a toujours pas reçu de véritable réponse, d'autant plus qu'il peut y en avoir plusieurs. Même si les vocables ont changé, le problème s'est posé de tout temps. Quels rapports y a-t-il entre une vision idéalisée de la campagne, de la nature, de ses charmes et la dure réalité du métier d'agriculteur ?

Comment les agriculteurs eux-mêmes voient-ils ce métier ? Comment envisagent-ils leurs rapports avec l'extérieur et quel est l'avenir qu'ils envisagent ou redoutent ?

1. Quel métier ?

Une première polémique s'est instaurée autour de l'emploi du terme "paysan". Historiquement et politiquement, il a été revendiqué aussi bien par la gauche que par la droite²⁵. Il peut être porté au pinacle ou employé comme une dérision. Aujourd'hui il fait un peu "vieux jeu". Et pourtant... Les agriculteurs eux-mêmes sont hésitants. La question leur a été posée à plusieurs reprises, mais selon des modalités différentes. Si le terme "agriculteur" est maintenu, c'est lui qui est le plus choisi. En 1986, l'Institut BVA-Agrimar propose quatre possibilités : agriculteur : 56,6%, producteur : 19,9%, paysan : 18,4% et entrepreneur : 4,5%²⁶. Si on le retire et que l'on propose à des jeunes simplement : paysan : 7,8%, chef d'entreprise ou producteur : 65%²⁷. Dans le sondage SOFRES de mars 1992, cinq définitions étaient retenues : un chef d'entreprise : 30%, un paysan : 28%, un travailleur indépendant : 21%, un petit patron : 13%, un ouvrier : 5%, autres réponses et sans opinion : 3%.

Dans ce sondage, dix variables explicatives étaient proposées : quatre d'entre elles jouent peu ici, comme pour les autres sujets abordés : le statut et le statut juridique de la personne interrogée. Qu'elle soit exploitant, conjoint, père, mère ou enfant, qu'elle soit propriétaire ou fermier, influe très peu. De même le sexe et le type de circonscriptions : agricoles, non agricoles pèsent de peu de poids. En revanche, l'âge, la taille, le type d'exploitation, la proximité syndicale, la préférence partisane et la place sur l'échelle sociale sont des variables très souvent discriminantes. Ici, le terme chef d'entreprise est choisi par les jeunes, gros exploitants, en grandes cultures, proches du CNJA, plutôt à droite et choisissant une place élevée sur l'échelle sociale.

²⁵. Voir Pierre Barral, "Note historique sur l'emploi du terme 'paysan'", *Etudes rurales*, 21, avril-juin 1973, p. 73 et sq.

²⁶. "Quand les agriculteurs ont la parole", *Pays et paysans*, 23, janvier 1986.

²⁷. "821 jeunes agriculteurs passés au crible", *Jeunes agriculteurs*, 448, février 1991.

Tableau I Un chef d'entreprise :		30%
Âge	25-34 ans	50%
Taille de l'exploitation	50 ha et plus	58
Type de l'exploitation	Grandes cultures	39
Proximité syndicale	CNJA	64
Préférence partisane	Droite	34
Place sur l'échelle sociale	Élevée	45

* On ne reproduira pas ces intitulés pour chaque tableau, puisque ce sont presque toujours les mêmes.

Remarquons tout de suite que le terme "paysan" est loin d'être rejeté, puisqu'il est très proche du premier, choisi par 28% de l'échantillon mais, bien entendu, pas par les mêmes. C'est exactement, en creu, l'image des premiers, comme on pouvait s'y attendre.

Tableau II : Un paysan :		28%
	65 ans et plus	43
	De 10 à 29 ha	38
	Bovins lait	31
	Bovins viande	35
	Confédération paysanne	44
	Gauche	36
	dont PS	39
	Place très basse	42

Deuxième question : "Si c'était à refaire, souhaiteriez-vous (ou auriez-vous souhaité) être agriculteur ?" A une courte tête, la majorité absolue répond : oui (51%). On trouve là des agriculteurs d'âge moyen ou des plus âgés, des maraîchers, des proches du CNJA et se plaçant assez haut sur l'échelle sociale.

Tableau III Être agriculteur, oui :		51%
	25 à 34 ans	69
	65 ans et plus	54
	Cultures maraîchères	63
	CNJA	69
	Place élevée	64

La taille de l'exploitation joue peu et de façon non uniforme : 54% chez les "petits", 46 et 51% chez les "moyens", 58% chez les "gros", de même la préférence partisane, à l'exception des proches du Front national qui ne répondent "oui" qu'à 38%.

Répondent "non" (moyenne : 44%) les éleveurs de bovins laitiers (57%), ceux qui ne se sentent proches d'aucun syndicat (54%), ceux qui penchent pour le Front national (58%) et se placent très bas sur l'échelle sociale (60%).

Et pourtant les jeunes peuvent être "passionnés" par leur métier. En 1991, on leur avait posé la question : "Pourquoi avez-vous choisi d'être agriculteur ?" "C'est ce qui m'a toujours passionné : 38,5%", auxquels on peut ajouter : "C'est ce qui m'intéresse le plus : 8%", soit un total de 46,5%. Près d'un jeune sur deux se dit donc vivement intéressé par son métier.

Etre fils d'agriculteurs, n'arrive qu'à 22,7% des réponses, ou "mes parents avaient besoin de moi : 9,1%". "Je ne pouvais pas faire grand chose parce que je n'avais pas de

diplôme, de formation : 1,8%"²⁸. On sait, en effet, que cette formation s'est bien améliorée, tout en n'ayant pas encore atteint le niveau souhaité.

Si l'on pose à ces jeunes, le problème de la finalité de leur métier, de l'attitude à avoir face au marché, 18,3% répondent qu'ils se sentent proches de l'idée qu'il faut vendre avant de produire et 20% qu'il faut produire avant de vendre. Mais il n'y a plus que 3,9% à ne pas attacher d'importance aux débouchés. "*Produire adéquatement sachant que la demande existe*", serait devenue la philosophie des jeunes agriculteurs"²⁹. L'ensemble des agriculteurs estime que le principal défi à relever est de "produire des aliments de qualité" : 59% en novembre 1990, 53% un an plus tard³⁰.

Cette même année, ils pensent que leur situation financière s'est dégradée : 64% des producteurs interrogés déclarent qu'ils sont moins à l'aise qu'en 1990. Ce sont surtout les producteurs du Nord-Ouest, producteurs de lait et les agriculteurs dans la tranche d'âge de trente-six à quarante-neuf ans. En revanche, dans le Sud-Est, ils sont un peu plus optimistes : 54% d'opinion "sans changement", ainsi que les jeunes : 33% "sans changement" et 13% plus à l'aise qu'il y a un an³¹.

Un sondage consacré au travail montre que les agriculteurs eux-mêmes jugent qu'ils sont "débordés". Le temps qu'ils estiment consacré à leur travail est le plus important de toutes les catégories : 50 heures, après les commerçants-artisans : 57 heures, ensemble des Français : 41 heures. Pour trouver ce travail trop important, ils battent tout le monde : 77%, ensemble : 34% (commerçant-artisan : 45%). D'où le temps consacré à la vie de famille est insuffisant : 72% (ensemble : 40%) ou aux loisirs : 79% (ensemble : 52%). En revanche ce sont eux qui estiment le moins travailler pour de l'argent, 16% (ensemble : 33%)³².

L'ensemble des Français pensent aussi que les agriculteurs travaillent beaucoup. Pour douze professions, la question a été posée : "Pour chacune des catégories suivantes, estimez-vous que, d'une manière générale, c'est une situation dans laquelle on travaille... énormément, beaucoup, normalement, pas tellement ?" Les infirmières arrivent en tête avec un indice de travail de + 77, juste derrière : les agriculteurs : + 63, avant les commerçants : + 46 ou les chefs d'entreprise : + 25. Les bons derniers sont les députés : - 58, les employés de banque : - 80 et les fonctionnaires : - 85³³. On peut légitimement se demander quels emplois ou fonctions, les Français mettent sous ce dernier vocable.

On peut aussi poser la question de savoir sur quelle marche de "l'escalier" de la société, ce métier permet de se placer ? Un bon tiers (34%) se situe au milieu, sur la cinquième marche, ce qui est peut-être une solution de facilité et aucun critère n'apporte de différences notables. Personne ne se place sur le degré le plus élevé et 12% seulement du 6° au 9°. Ils sont un peu plus nombreux chez les enfants : 21% et chez les jeunes, 18 à 24 ans : 19%, 25

²⁸. *Jeunes agriculteurs, op. cit.*

²⁹. *Ibid.*

³⁰. *La France agricole*, 31 janvier 1992.

³¹. *Ibid.*

³². "Les Français, le chômage, leur rapport au travail", sondage *Libération-IFOP*, 29 novembre 1993. Même constatation dans un sondage plus ancien : "Avez-vous assez de temps à consacrer à vos loisirs préférés ?" non : agriculteur : 68%, petit commerçant-artisan : 69%, ensemble : 36%. "Les préoccupations des Français", SOFRES, 4-9 novembre 1982.

³³. Sondage SOFRES, *L'Expansion*, 17-30 septembre 1992.

à 34 ans : 20%. Les positions les plus basses (1 et 2) ne recueillent que 22% des choix, surtout chez les éleveurs de bovins à viande : 39%³⁴.

2. Quelles relations extérieures ?

Les agriculteurs tiennent beaucoup à faire parler d'eux. Quels moyens utilisent-ils pour cela ? Les enquêteurs de la SOFRES, en mars 1992, leur proposaient onze possibilités. Celle qui a leur préférence est de manifester dans la rue et ce sont les enfants d'agriculteur, les jeunes, les fermiers, "gros" exploitants, proches du CNJA et des écologistes, ceux qui se situent sur une marche élevée de l'échelle sociale.

Tableau IV -- Approuveraient de participer à des manifestations dans la rue:	59%
Enfant	74
18-24 ans	76
25-34 ans	80
Fermier	68
50 ha et plus	69
CNJA	81
Écologistes	74
Place élevée	68

Il est également acceptable d'empêcher la venue d'un ministre à une cérémonie (53%), mais "refuser de payer des impôts", approuveraient : 45%, n'approuveraient pas : 49 % et tout le monde rejette la violence ou ce qui en approche : "Peindre des slogans sur les murs", désapprouvent : 94%, "provoquer des dégâts matériels" et "mettre le feu à une préfecture", désapprouvent : 97% (0% de sans opinion pour ces deux derniers items).

Ces actions sont le plus souvent orchestrées par le syndicalisme. 54% font tout à fait ou plutôt confiance aux syndicats agricoles dans leur ensemble pour la défense de leurs intérêts. Ce sont surtout les parents, les fermiers, les maraîchers, les proches de la FNSEA et du RPR et ceux qui se situent en position élevée.

Tableau V -- "Pour la défense de vos intérêts, faites-vous tout à fait confiance et plutôt confiance à l'action des syndicats agricoles ?"	54%
Père ou mère	61
Fermier	59
Maraîcher	68
FNSEA	72
RPR	60
Place moyenne ou élevée	60

On fait confiance, et pourtant un agriculteur sur deux estime que les syndicats traduisent mal ses aspirations et ses revendications. Ces agriculteurs ne se sentent proches d'aucun syndicat (68%) ou penchent vers la Confédération paysanne (63%), ce qui est assez logique.

³⁴. SOFRES, mars 1992, *op. cit.*

Au cours des années 1990-1991, le syndicalisme agricole avait regagné une certaine crédibilité : plus 2% en 1991 par rapport à 1990 et la coopération : plus 3%³⁵.

Le problème de la pluralité syndicale revient souvent. En 1986, on pose la question de savoir si "le fait qu'il existe plusieurs syndicats qui s'attachent à représenter les agriculteurs (...) vous semble-t-il ? très et assez positif : 59%, assez et très négatif : 41%"³⁶. En 1991, les jeunes sont divisés : un sur trois déclare que "c'est bien de pouvoir choisir son syndicat", et un sur trois également estime que cela divise le monde agricole³⁷.

En 1992, dans l'enquête SOFRES, une majorité relative : 46%, pense que les agriculteurs ont intérêt à être représentés par plusieurs organisations, "car cela correspond mieux à la diversité de leurs situations". Ce sont les enfants, les jeunes, les hommes et les proches du mouvement écologiste.

Tableau VI -- Plusieurs organisations :	46%
Enfant	54
18 à 24 ans	55
Homme	50
Écologistes	58

A remarquer qu'il y a 39% des proches de la FNSEA et 43% des proches du CNJA qui sont de cet avis.

Une seule organisation syndicale est préférée par 43% de l'ensemble, car elle aura "plus de poids pour les défendre". Ce sont les parents, les plus âgés, les "gros", les maraîchers, les proches de la FNSEA, du CNJA et du RPR.

Tableau VII -- Une seule organisation	43%
Père ou mère	55
65 ans et plus	54
50 ha et plus	53
Maraîcher	65
FNSEA, CNJA	55
RPR	52

La dernière question concernant le syndicalisme portait sur la bonne ou mauvaise opinion de cinq organisations : la FNSEA, le CNJA, la Confédération paysanne, le MODEF et la FFA³⁸. C'est la FNSEA qui recueille le plus de faveur, naturellement chez ceux qui lui sont proches, qui penchent vers la droite et sont maraîchers.

Tableau VIII -- Bonne opinion de la FNSEA	59%
Maraîcher	71
FNSEA	86
Droite	71
dont RPR	75

³⁵. *La France agricole, op. cit.*

³⁶. *Pays et paysans, op. cit.*

³⁷. *Jeunes agriculteurs, op. cit.*

³⁸. A remarquer que l'enquête ayant été effectuée en janvier-février 1992, la Coordination rurale n'avait pas encore beaucoup fait parler d'elle.

Pour le CNJA, on retrouve presque les mêmes, plus les "gros" exploitants.

Tableau IX -- Bonne opinion du CNJA	49%
50 ha et plus	69
CNJA	90
Droite	58
dont RPR	61

Pour ces deux syndicats, la sympathie croît avec l'élévation dans l'échelle sociale, passant de 51 à 63-64% pour le premier, de 38 à 53-54% pour le deuxième.

La seule chose à remarquer en ce qui concerne la Confédération paysanne est, alors qu'elle ne recueille que 25% d'opinions favorables dans l'ensemble, que 39% des proches du Front national en ont une bonne idée. Sans aucune polémique, disons que le MODEF et la FFA ne constituent que quantités négligeables³⁹.

Parmi les difficultés rencontrées, neuf thèmes étaient proposés. Le plus important est que les prix de vente soient trop bas : 81%, surtout pour les moyens ou gros exploitants. Ensuite, ce sont les impôts et charges trop élevés : 73%, puis la concurrence de produits venus de l'Est : 57%. En dernière position, les problèmes de main d'oeuvre qui ne serait difficile à trouver que pour 13% des agriculteurs, mais 41% des maraîchers, ce qui tendrait à conforter la spécificité de ce secteur.

S'interrogeant sur les "responsables" de ces difficultés, les agriculteurs choisissent en premier "la concurrence internationale" : 48%, surtout les hommes, les fermiers, les "gros" et ceux qui pratiquent de grandes cultures.

Tableau X -- "Selon vous, qui est responsable des difficultés actuelles de l'agriculture française ? La concurrence internationale"	48%
Homme	55
Fermier	54
50 ha et plus	59
Grandes cultures	72

En deuxième lieu, vient la Commission économique de Bruxelles, puis le Gouvernement et, en quatrième position seulement, les fameux "intermédiaires" qui, de tous temps, avaient été chargés de tous les maux. C'est une dimension nouvelle qui montre l'évolution des états d'esprit plus ouverts, désormais, aux problèmes internationaux. Les seuls qui restent à incriminer majoritairement les intermédiaires sont les proches de la Confédération paysanne : 51%.

³⁹. Il faudrait pouvoir "actualiser", maintenant que la FFA a fusionné avec la Coordination rurale.

3. QUEL AVENIR ?

En ce qui concerne l'avenir, la dominante majeure est l'inquiétude. Pour leur avenir personnel, 54% des agriculteurs sont "inquiets", 12% sont "désespérés", 8% sont "confiants" et 21% "incertains". Les enfants sont un peu moins inquiets : 42%, mais surtout, plus la taille de l'exploitation augmente, plus on est inquiet.

Tableau XI -- "A propos de votre avenir personnel, diriez-vous que vous êtes inquiet ?" :	54%
Moins de 10 ha	46
10 à 29 ha	52
30 à 49 ha	55
50 ha et plus	63

Ce sont aussi les proches de la FNSEA qui sont les plus inquiets : 61%. Peut-être que, plus on est "installé", plus on est préoccupé par l'avenir ?

En ce qui concerne l'avenir des agriculteurs en général, on retrouve les proches de la FNSEA, inquiets à 66% (moyenne : 63%), les viticulteurs semblent moins pessimistes : 37%.

L'inquiétude est liée aux préoccupations. On a demandé aux enquêtés de choisir les trois ou quatre préoccupations qui étaient les plus importantes pour eux. Celle qui est retenue en premier est le "dépeuplement des campagnes" et ce sont surtout les exploitants ou leur conjoint, d'âge moyen, les hommes, les fermiers, les éleveurs de bovins laitiers, les proches de la Confédération paysanne ou de la FNSEA.

Tableau XII -- Préoccupation la plus importante ?	
Le dépeuplement des campagnes :	62%
Exploitant	65
Conjoint	61
35-49 ans	65
Homme	64
Fermier	65
Ele. bovins laitiers	76
Confédération paysanne	73
FNSEA	68

En deuxième et troisième lieux, viennent "l'avenir du système des retraites" : 54% et "l'emploi" : 47%.

Il est intéressant de relever ici ceux qui inversent les priorités. Placent au premier rang l'avenir des retraites : les parents, les plus âgés, comme il est naturel, les petits exploitants, ceux qui font de grandes cultures, du maraîchage et de la viticulture, et ceux qui sont éloignés du syndicalisme. Placent en premier l'emploi : les jeunes et les sympathisants du mouvement écologiste. Enfin les proches de la Confédération paysanne choisissent en premier : le dépeuplement, mais en second : l'emploi.

Huit autres thèmes étaient proposés. L'immigration figure en dernier, avec 10% seulement d'agriculteurs préoccupés par ce problème qui n'affecte que les sympathisants du Front national à 46%, ce qui n'étonnera personne.

L'avenir c'est aussi, bien entendu, la reprise de l'exploitation. "Pensez-vous que quelqu'un reprendra l'exploitation quand vous (ou le chef d'exploitation) prendrez votre retraite ?" Certainement et probablement oui : 39%, certainement et probablement non : 40% (sans opinion : 21%). Si l'on isole ceux qui ont une certitude, en faveur du oui : 22%, ce sont les parents, les plus âgés, les "gros" et les viticulteurs.

Tableau XIII -- Reprise de l'exploitation : certainement oui :		22%
Père ou mère		48
65 ans et plus		38
50 ha et plus		30
Viticulteur		39

Et les convaincus de la non reprise (moyenne : 26%) sont les exploitants ou leur conjoint, les "petits", les éleveurs de bovins laitiers et les proches du Front national.

Tableau XIV -- Certainement non :		26%
Exploitant		28
Conjoint		30
Moins de 10 ha		39
Ele. bovins lait		35
Front national		38

A ceux qui pensent que leur exploitation sera reprise, la question a été posée : par qui ? 67% estiment que ce sera par l'un de leurs enfants, 8% par une autre personne de la famille et 17% par une personne extérieure à la famille (sans réponse : 8%).

Le problème de la diminution du nombre d'exploitations est aussi préoccupant : 25,9% des jeunes interrogés considèrent cette diminution comme un bien, car cela laisse des terres libres et la possibilité de produire plus. Néanmoins, l'isolement est redouté⁴⁰. Bref, l'avenir se présente globalement sous forme de points d'interrogation, ce qui, après tout, est logique.

Conclusion

Tous les agriculteurs pensent qu'ils ont trop de travail et pas assez de temps à consacrer à leur famille ou aux loisirs. Mais la définition du métier, les rapports avec l'extérieur, l'avenir ne sont pas vus exactement de la même manière. Après cette lecture, en quelque sorte "verticale" des enquêtes, on peut tenter une lecture "horizontale", recoupant les principales questions et permettant de camper des "types" différents d'agriculteurs. On a cru pouvoir en discerner sept.

Selon l'activité principale, il y en a trois : le maraîcher d'abord, qui est prêt à recommencer tout en étant préoccupé par la retraite et estimant que la main d'oeuvre est difficile à trouver, qui fait confiance aux syndicats, mais préfère qu'il n'y en est qu'un, ayant une bonne opinion de la FNSEA.

⁴⁰. Jeunes agriculteurs, *op. cit.*

Les éleveurs ensuite, dans leur ensemble, qu'ils aient un troupeau à viande ou laitier. Ils se définissent comme des "paysans", ne sont pas prêts à recommencer, se situent dans le bas de l'échelle sociale, craignent le dépeuplement des campagnes, ont peu d'espoir de reprise de leur exploitation et se plaignent que les prix de vente sont trop bas. Ce sont eux que la situation financière préoccupe le plus.

Les viticulteurs sont relativement peu inquiets de l'avenir. Ils pensent que leur exploitation sera reprise, tout en étant préoccupés au premier chef par la retraite, ce qui n'est pas forcément contradictoire.

L'âge des interviewés permet de distinguer : les jeunes d'une part, qui se définissent comme des chefs d'entreprise, se placent assez haut sur l'échelle sociale, sont un peu moins inquiets, tout en étant préoccupés par l'emploi et sont prêts à participer à des manifestations dans la rue, sous la houlette de plusieurs organisations syndicales. Ils peuvent être enthousiastes et considérer leur métier comme une vocation qu'ils ont librement choisie.

Les vieux d'autre part se définissant comme "paysans", prêts à recommencer, inquiets de la retraite, mais comptant sur une reprise de leur exploitation. Ils ont la préférence pour un seul syndicat.

Enfin, la taille de l'exploitation invite à esquisser deux derniers types, non inattendus. Les "gros" qui s'estiment "chefs d'entreprise", sont prêts à manifester dans la rue, pensent que leur exploitation sera reprise, craignent la concurrence internationale et penchent pour l'unité syndicale.

Les "petits" se considèrent comme des "paysans", ne sont pas très inquiets, sauf pour la retraite qu'ils placent au premier rang de leurs préoccupations, se font peu d'illusions sur la reprise de leur exploitation et sont relativement indifférents à des prix de vente trop bas.

N'a-t-on pas là, à nouveau, la confirmation que l'agriculteur moyen n'existe guère, qu'il n'est pas possible de regarder ce secteur sans tenir compte d'une diversité, sans doute encore plus grande que dans les autres catégories socioprofessionnelles, et que cela ne facilite pas la tâche de ceux qui en ont la charge ?

Quant aux autres Français, si la majorité d'entre eux souhaite souvent vivre à la campagne⁴¹, ils ne considèrent pas le métier d'agriculteurs d'un très bon oeil. La plupart ne désire pas que leurs enfants deviennent agriculteur ou agricultrice ou épousent un agriculteur. Pour eux-mêmes, ne prenons qu'un exemple, ils souhaiteraient trouver un emploi dans la fonction publique : 52%, les professions libérales : 33%, l'industrie : 19%, les services et le commerce : 17%, l'agriculture, bonne dernière, 6%⁴². Les 16-22 ans placent en tête : les services et le

⁴¹. L'enquête la plus récente sur ce point a été réalisée à la demande du Mouvement des Chrétiens en monde rural (CMR), en liaison avec la DATAR, auprès des jeunes de 25-40 ans vivant dans des communes de moins de 2 000 habitants. Joël Morlet, sociologue et aumônier permanent du CMR, en a tiré les conclusions : "De plus en plus de cadres moyens ou supérieurs, à l'exemple de leurs aînés retraités, optent pour le bon air, l'espace, la nature et la tranquillité". Cité par V. Durand qui titre : "Sociologie rurale. Qu'est-ce qui attire les 25-40 ans à la campagne ?" (*La Dépêche du Midi*, 9 novembre 1994).

⁴². Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses. Sondage SOFRES, septembre 1983, *Le Figaro-Magazine*, 5 mai 1984.

commerce : 36%, puis les professions libérales : 31%, la fonction publique : 25%, l'industrie : 16%, l'agriculture : 9%⁴³.

En 1976, il avait été demandé la profession qui permet le plus facilement de constituer un patrimoine. Arrivent en tête : médecin, notaire, haut-fonctionnaire, chef d'entreprise, agriculteur ne recueille que 7% des réponses⁴⁴. Quelque temps plus tard, *Le Matin* titrait : "Un métier où l'on ne fait plus fortune". A la question : "Selon vous, parmi les catégories suivantes, quelle est celle ou quelles sont celles où l'on peut gagner beaucoup d'argent ?" En France arrivent en tête, à égalité : cadre supérieur du secteur privé et profession libérale (40% chacun), en Allemagne : chef d'une entreprise industrielle : 67%. Mais, dans les deux pays l'agriculteur est bon dernier : 7% en France, 15% en Allemagne⁴⁵.

Dans les années récentes, le problème du chômage est tellement dominant, que l'on ne pose plus guère la question de savoir quelle profession on préférerait, l'essentiel étant d'avoir un emploi. Néanmoins, il a été demandé de noter les professions en fonction de leur utilité dans la société, (de 0 à 10). Ce sont à nouveau les infirmières qui sont plébiscitées : 9,3% puis les ouvriers : 9,2, les médecins : 9,1, les enseignants : 9, les agriculteurs : 8,8. En queue : les hauts fonctionnaires : 6,3, les députés : 6 et les prostituées : 4. Ceci fait titrer au *Nouvel Observateur* : "Les infirmières : des saintes. Les députés : au niveau des prostituées"⁴⁶. Et parmi ceux qui "ne vous paraissent pas à la hauteur de leurs responsabilités", on retrouve les mêmes en sens inverse : les députés : 44%, les hauts fonctionnaires : 32%, les agriculteurs sont plutôt bien vus : 6% seulement et en dernier les ouvriers ou les infirmières : 2%.

Si les Français sont donc amateurs de verte nature, ils ne se font aucune illusion sur la dureté du métier d'agriculteur, qu'ils considèrent comme utile, mais difficile à exercer.

⁴³. Mars 1984, *ibid*.

⁴⁴. "Les Français et le patrimoine", SOFRES, 1-8 octobre 1976.

⁴⁵. Là aussi, possibilité de réponses multiples. Louis-Harris France, *Le Matin*, 13 décembre 1982.

⁴⁶. 29 novembre-5 décembre 1990.

Les agriculteurs et l'Europe

(Bertrand HERVIEU)

Le sentiment d'appartenance à l'Europe reste minoritaire parmi la population enquêtée : 28% des agriculteurs ou des personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs se sentent souvent, ou très souvent, comme citoyens de l'Europe ; ce pourcentage atteint 33% pour l'ensemble des Français ; 69% ne se sentent pas très souvent, ou jamais, comme citoyens de l'Europe, contre 66% pour l'ensemble des français. On constate que les personnes interrogées dont la proximité syndicale est le CNJA et la Confédération Paysanne ont un sentiment d'appartenance européenne plus fort que la moyenne (39% des personnes interrogées proches du CNJA, et 42% des personnes interrogées proches de la Confédération paysanne se sentent "très souvent" ou "souvent" citoyens de l'Europe).

Question : Vous arrive-t-il de penser à vous-même comme étant citoyen de l'Europe : très souvent, souvent, pas très souvent ou jamais ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Expansion SOFRES décembre 1991
- Très souvent	5	8
	} 28	} 33
- Souvent	23	25
- Pas très souvent	44	36
	} 69	} 66
- Jamais	25	30
- Sans opinion	3	1
	100%	100%

La perception de la construction européenne comme menace contre l'identité et les valeurs françaises est très répandue dans la population agricole. 51% des personnes interrogées sont d'accord avec l'opinion selon laquelle la construction de l'Europe finira par détruire l'identité de la France et ses valeurs. Ce pourcentage est de 33% pour l'ensemble des Français. C'est parmi les enquêtés proches du CNJA et de la Confédération paysanne que l'on trouve les plus forts pourcentages de réponses considérant que l'identité de la France et ses valeurs ne sont pas menacées par la construction de l'Europe.

Question : Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Expansion SOFRES décembre 1991
- La construction de l'Europe finira par détruire l'identité de la France et nos valeurs	51	39
- L'identité de la France et de nos valeurs ne sont pas menacées par la construction de l'Europe	38	51
- Sans opinion	11	10
	100%	100%

52% des personnes interrogées considéraient que l'appartenance de la France à la CEE (sic) était une mauvaise chose pour l'agriculture française ; seulement 22% d'entre eux considéraient que c'était une mauvaise chose pour l'économie française. L'opinion de la population agricole varie nettement selon qu'il s'agit de l'agriculture en particulier ou de l'économie française, en général. Ces réponses viennent corroborer deux idées répandues dans l'opinion agricole – la première selon laquelle l'agriculture n'est pas un secteur économique assimilable aux autres ; la seconde selon laquelle l'Europe nuit à l'agriculture française.

Une autre question relative au droit de vote aux élections locales et européennes des ressortissants des pays de la communauté résidant dans un autre pays que leur pays d'origine permet d'éclairer sous un autre jour l'opinion des agriculteurs sur l'Europe.

Question : Au mois de décembre, un conseil européen s'est tenu à Maastricht en Hollande entre les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté.

Les accords conclus prévoient que les membres des pays de la Communauté européenne qui résident par exemple en France auront le droit de vote aux élections locales et européennes. Vous-même, êtes-vous favorable ou opposé à cette mesure ?

	Ensemble des agriculteurs ou personnes vivant dans un foyer d'agriculteurs	Comparaison avec l'ensemble des Français Enquête Expansion SOFRES décembre 1991
- Favorable	37	48
- Opposé	46	39
- Sans opinion	17	13
	100%	100%

En effet la population agricole est plus "opposée" que l'ensemble des Français au droit de vote pour les élections locales et européennes des ressortissants des pays de la communauté vivant en France.

Notons que les personnes interrogées dont la proximité syndicale est le CNJA ou la Confédération paysanne, et celles dont la proximité partisane est la gauche sont favorables à ce droit de vote, respectivement, à 45%, 69% et 50%.

Enfin, lors de ce sondage réalisé du 31 janvier au 21 février 1992, majoritairement à 51%, la population agricole voit le grand marché unique européen comme plutôt un danger et elle voit cette échéance avec inquiétude à 75%. L'ensemble des Français voit cette échéance avec inquiétude à 58%.

Question :

- On parle beaucoup du grand marché unique européen de 1993. Diriez-vous que c'est plutôt un danger ou plutôt une chance pour la France ?

- Et voyez-vous venir cette échéance avec confiance ou avec inquiétude ?

- Plutôt un danger	51
- Plutôt une chance	27
- Sans opinion	22
	100%
- Avec confiance	17
- Avec inquiétude	75
- Sans opinion	8
	100%

Il est frappant de constater que les électeurs dont la profession du chef de famille est "agriculteur" représentent désormais la catégorie la plus réservée de toutes à l'égard de la construction européenne.

A la question, posée en 1994 :

- "Vous-même dans laquelle de ces deux catégories vous rangez-vous ?"
- "Parmi ceux qui craignent les conséquences de la construction européenne"
- "Parmi ceux qui ne craignent pas les conséquences de la construction européenne"
- Sans opinion*

Les agriculteurs constituent nettement la catégorie regroupant le plus fort pourcentage de ceux qui craignent les conséquences de la construction européenne.

* Étude inédite de la SOFRES, réalisée auprès d'un échantillon national de 2 000 électeurs interrogés.

Question : Vous-même dans laquelle de ces deux catégories vous rangez-vous ?

	Parmi ceux qui craignent les conséquences de la construction européenne	Parmi ceux qui ne craignent pas les conséquences de la construction européenne	Sans opinion
TOTAL 100%	46	46	8
SEXE			
- Homme	44	50	6
- Femme	48	43	9
AGE			
- 18 à 24 ans	41	55	4
- 25 à 34 ans	48	47	5
- 35 à 49 ans	48	47	5
- 50 à 64 ans	46	45	9
- 65 ans et plus	46	39	15
PROFESSION DU CHEF DE MENAGE			
- Agriculteur	64	31	5
- Commerçant, artisan, industriel	42	51	7
- Cadre, profession intellectuelle	29	66	5
- Profession intermédiaire, employé	47	49	4
dont : - Profession intermédiaire	42	54	4
- Employé	54	41	5
- Ouvrier	54	40	6
- Inactif, retraité	44	43	13

Ils sont aussi les plus nombreux à souhaiter que soit ralenti le mouvement d'unification de l'Europe.

Question : Vous même, souhaitez-vous que le mouvement d'unification de l'Europe soit accéléré, ralenti ou continué comme il est actuellement ?

	Accéléré	Ralenti	Continué comme il est actuellement	
TOTAL 100%	30	23	36	11
SEXE				
- Homme	33	25	34	8
- Femme	27	21	38	14
AGE				
- 18 à 24 ans	35	22	38	5
- 25 à 34 ans	27	23	41	9
- 35 à 49 ans	27	27	36	10
- 50 à 64 ans	34	21	34	11
- 65 ans et plus	30	18	32	20
PROFESSION DU CHEF DE MENAGE				
- Agriculteur	24	44	27	5
- Commerçant, artisan, industriel	32	24	35	9
- Cadre, profession intellectuelle	35	15	42	8
- Profession intermédiaire, employé	30	23	38	9
dont : - Profession intermédiaire	32	20	40	8
- Employé	27	28	36	9
- Ouvrier	26	28	37	9
- Inactif, retraité	32	18	33	17

Deux remarques sur ces opinions à l'égard de l'Europe :

D'une part, les agriculteurs s'éloignent d'autant plus de l'idée européenne que le projet européen met en jeu l'agriculture. Ils distinguent nettement les intérêts agricoles des intérêts du reste de l'économie.

D'autre part, la proximité syndicale (CNJA et Confédération paysanne) comme la proximité partisane (Gauche, notamment) dessinent une ligne de partage vis à vis du sentiment d'appartenance européenne : ces populations exprimant des opinions positives à l'égard de l'Europe.

Ces orientations se sont retrouvées lors du référendum de ratification du traité de Maastricht. On a pu formuler, lors de cette consultation, les observations suivantes :

- Première observation : le monde rural ne saurait se confondre avec le monde agricole. On ne redira jamais assez que près de 40% de la population active vivant en milieu rural est ouvrière. Ces "ouvriers ruraux" qui habitent, sans nécessairement y travailler, dans les communes de moins de 2 000 habitants représentent le quart des ouvriers français. Ils sont aussi, comme les ouvriers résidant dans les grandes cités de banlieue, les moins qualifiés. On les trouve principalement dans les communes rurales du Centre, de Haute et Basse-Normandie, de Picardie, du Nord, de Champagne-Ardenne, en Alsace, et, dans une moindre mesure, de Poitou-

Charentes⁴⁷. Dans ces régions, le non des céréaliers les plus hostiles à la réforme de la Politique Agricole Commune s'est conjugué avec le non des ouvriers en situation précaire du point de vue de l'emploi.

- Deuxième observation : dans le sud-ouest rural, l'affaiblissement du Parti socialiste, affaiblissement sensible dès 1988, avait déjà profité au Front national et aux listes Nature-Chasse-Pêche-Tradition. Cette tendance est d'autant plus sensible que le RPR est moins présent dans ces communes. Le non a marqué l'affirmation d'une protestation qu'on savait déjà présente, et qui n'est pas ou peu canalisée par les partis de la droite classique qui appelaient à voter pour le oui.

- Troisième observation : la carte du oui rural est proche de la carte de l'implantation la plus massive de la JAC. La Jeunesse Agricole Catholique, fondée en 1929, a été la grande école de formation civique et professionnelle de la génération d'agriculteurs qui a impulsé le CNJA, inspiré les lois d'orientation de 1960 et 1962 et dont l'influence est encore considérable parmi les représentants de la profession agricole. La Bretagne, l'Aveyron, la région Rhône-Alpes illustrent bien ce phénomène.

- Quatrième observation : le oui rural s'est exprimé le plus massivement dans les régions qui ont été pionnières en matière d'animation et de développement local. Afin de réagir face au déclin et à l'exode, celles-ci sont devenues familières des mécanismes communautaires, notamment à travers le Fonds Social Européen. Dotées d'une forte identité propre, ces régions ont appris depuis déjà une à deux décennies à se positionner face à la Communauté. C'est le cas, très clairement, de la Bretagne, de l'Alsace, de la région Rhône-Alpes, ainsi que de l'Aveyron, de la Lozère, des Pyrénées-Atlantiques et d'une partie des départements pyrénéens.

Le non d'une partie du milieu rural, le oui de l'autre partie de ce même milieu rural, révèlent que la cassure sociale, maintes fois soulignée pour analyser le comportement des couches se sentant menacées ou disqualifiées, est aussi une ligne de partage territoriale. Le clivage social qui sépare le vote des banlieues de celui des villes se retrouve inscrit au sein du monde rural, sous la forme d'une opposition entre des espaces. Mais ce n'est pas seulement l'économie qui détermine ce clivage : ce sont au moins autant des différenciations culturelles qui se sont creusées, entre des régions qui ont lutté pour vaincre la fatalité du déclin économique et celles qui ont continué de vivre sur un acquis. Ainsi la Beauce a-t-elle plus peur de l'Europe que les zones difficiles de la Bretagne intérieure. Dès lors, l'enjeu principal est bien celui de l'aménagement du territoire : comment intégrer, en les qualifiant, l'ensemble des territoires, en les rendant partenaires, selon leurs identités et leurs moyens propres, d'un développement européen ?

Un second enjeu demeure strictement agricole : c'est celui du projet qu'on peut dessiner pour l'agriculture, ou plutôt pour les agricultures, à l'horizon de vingt ans. Electoralement, et à court terme, il est déterminant : on sait en effet que 104 circonscriptions, sur 555 ont un taux de population active agricole supérieur à 10% ; dans 11 départements et 51 circonscriptions, ce taux franchit le seuil de 20%. Si l'on rapporte ces taux à l'influence réelle qui leur correspond dans le corps électoral, cela donne une indication sur le poids de ce débat dans la formation d'une majorité.

⁴⁷. *Le grand Atlas de la France rurale*. Paris, Ed. J.P. de Monza, 1989.

Rapprochons la carte de "La France religieuse en trois grandes régions", établie par le Chanoine Boulard à partir de ses "*Premiers itinéraires en sociologie religieuse*" (Paris, Éditions ouvrières, 1954) et la carte des résultats du référendum du 20 septembre 1992 afin de compléter l'analyse. En dépit des changements et des mobilités, les départements fortement imprégnés de culture catholique qui sont aussi les départements au sein desquels la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) a connu une forte influence au moment même des débuts de la construction européenne et qui, à l'ouest et au sud-ouest, sont des départements au sein desquels la population active agricole est nombreuse en valeur absolue comme en valeur relative, ont affirmé leur attachement à l'idée européenne.

Ces cohérences permettent de penser que les agriculteurs, de tradition catholique et formés au moins partiellement par les mouvements d'action catholique ont plutôt rejoint le camp du oui. Et si la prise de positions des responsables aveyronnais en faveur du oui dans les semaines qui ont précédé le référendum ne suffit pas à elle seule à valider cette hypothèse à l'échelle nationale, elle vient au moins la conforter.

Force était de constater par ailleurs que le vote Front national avait peu pénétré ces régions tant lors de l'élection présidentielle que lors des législatives de 1993. En revanche, cette pénétration apparaît massivement lors de la dernière élection européenne dans les régions détachées du catholicisme (l'Alsace et une partie des départements de l'est échappent à cette analyse, bien entendu).

Il apparaissait donc nettement que l'appartenance religieuse - le catholicisme en l'occurrence - avait servi de verrou à la pénétration du Front national.

L'arrivée de Philippe de Villiers sur la scène politique change la donne en diversifiant l'offre électorale à droite. Lors de la consultation du 12 juin 1994, les cartes se redistribuent dans une apparente discontinuité par rapport au référendum de Maastricht. La liste "L'Autre Europe" recueille un succès remarqué dans le grand-ouest - à l'exception des Côtes d'Armor. Une fois pris en considération les effets de proximité, Philippe de Villiers étant vendéen, il faut se demander si le verrou d'hier n'est pas devenu le sésame d'aujourd'hui. En effet lors de ces élections, Philippe de Villiers a légitimé au sein des courants catholiques traditionnels ou post-conciliaires conservateurs les réticences à l'égard de la construction européenne. En faisant de l'"ouverture" une valeur fondatrice de la culture du XXe siècle, la JAC avait conjugué catholicisme et Europe, et elle avait forgé chez ses militants une identité de citoyens européens. En faisant de l'enracinement et de l'appartenance territoriale l'une des valeurs pivot de son discours, le leader de l'Autre Europe renoue avec une tradition gallicane, sinon nationale du catholicisme : le monde agricole qui avait trouvé dans le projet européen un horizon parfaitement fonctionnel par rapport à son projet de modernisation est tenté, au moment où les objectifs fixés à Stresa et dans le traité de Rome sont dépassés, d'abandonner cette longue marche. Et pourquoi ce retournement est-il possible ?

La contradiction se résout si l'on se rappelle que la question de l'antimodernisme intransigeant catholique traditionnel était au coeur des débats lors de la création de la JAC en 1929. Le catholicisme social qui structura en profondeur la JAC réorienta l'antimodernisme intransigeant traditionnel vers la recherche positive d'une "troisième voie de développement" pour la société, à distance égale de ces deux fruits pervers de la modernité qu'étaient à ses yeux le libéralisme et le socialisme (cf. Émile POULAT, *Église contre bourgeoisie*, Paris, Casterman, 1977).

La génération des dirigeants agricoles formés par la JAC ne cessa pas d'être antimoderne, mais se porta, au nom de la dignité éminente du métier agricole, aux avant-postes de la modernisation. Ce qu'elle récusait, dans la modernité, c'était l'individualisme, l'atomisation des relations sociales, la disparition des communautés primaires, l'effacement partiel du rôle de la famille, la déchristianisation ; tous "périls" auxquels elle entendait précisément qu'une agriculture florissante puisse faire barrage, pour elle-même et pour le reste de la société. Ce rapport complexe avec la modernité s'est inscrit très profondément dans les structures mentales des agriculteurs, et permet de comprendre, dans une conjoncture économique nouvelle, l'apparition de comportements nettement opposés, issus d'un même vecteur, voire d'une même famille, pourrait-on dire.

C'est là qu'il convient de rechercher les sources de l'ambivalence de l'opinion agricole à l'égard de l'Europe ; ceci permettrait de comprendre que le secteur socio-économique le plus concerné par la construction européenne depuis ses débuts et qui est aussi le plus grand destinataire des dépenses de l'Union Européenne – environ 55% du budget – apparaisse comme l'un des plus divisés à l'égard de l'Europe. Et dans cette division les désenchantés l'emportent sur les partisans.

C'est au total dans la conjugaison de trois puissants paradoxes que réside la compréhension des attitudes du monde agricole à l'égard de l'Europe.

Premier paradoxe : c'est au moment où la France devient pour la première fois dans son histoire une très grande puissance agricole – le deuxième exportateur mondial de produits agricoles et agro-alimentaires – que ce pays cesse d'être un pays culturellement agraire. L'Europe, notamment en offrant des marchés et en soutenant l'exportation, a permis que naisse une puissance économique et que s'accélère la fin des paysans. Le ressentiment culturel l'emporterait sur la reconnaissance économique, d'autant qu'attribuer à la construction européenne le mérite de la modernisation de l'agriculture reviendrait à enlever ce dernier aux agriculteurs eux-mêmes.

Ce paradoxe s'exprime encore à travers le contraste remarqué entre une minorité d'exploitations de plus en plus concentrées et puissantes et un groupe social vieillissant et s'amenuisant, ou encore à travers la difficile coexistence de l'image du chef d'entreprise que veut endosser le monde agricole et de la réalité d'un revenu agricole constitué à 40% par les flux d'argent public.

Le second paradoxe réside dans cette relation complexe entretenue par le monde agricole à l'égard de la modernité et qui se traduit par un double mouvement de valorisation – dévalorisation culturelle. La valorisation se joue de plus en plus sur le terrain de la célébration des "racines", comme "socle de la civilisation", la dévalorisation exprimant, elle, le sentiment toujours présent d'un retard culturel. Les attitudes à l'égard de l'Europe trouvent leur origine dans cette ambivalence ressentie à l'égard de la transformation culturelle de ce secteur qui aboutit à sa banalisation.

Enfin, troisième paradoxe : celui de la cogestion de la politique agricole qui signifie tout à la fois pour le monde agricole une proximité de l'État et de la décision politique et la nécessité d'exorciser cette proximité qui est aussi une responsabilité politique. On peut se demander si le fait que la politique agricole soit ainsi déterminée par la PAC n'est pas justement ce qui permet la pratique dans le secteur agricole et seulement dans ce secteur d'une politique cogérée dont le champ d'application est par avance balisé.

L'Europe garantit l'autonomie du gouvernement et du ministre face à la profession ; réciproquement, c'est bien parce que les orientations lourdes se définissent à Bruxelles par les gouvernements que le ministre se doit de compenser ce déplacement, vécu comme une "perte" pour les agriculteurs, par une concertation qui donne un accès régulé au pouvoir politique.

En d'autres termes, l'exercice de la cogestion ne suppose-t-elle pas – pour se maintenir – de faire de la Commission de Bruxelles un bouc émissaire permanent et par voie de conséquence à disqualifier chez les agriculteurs le projet de construction européenne.

Paradoxe économique, paradoxe identitaire, paradoxe politique : le "grand chambardement de la France paysanne" dans ses prolongements polymorphes, fait du secteur socio-économique le plus concerné par l'utilisation du budget européen, le moins européen des groupes sociaux : Européens de pratique et de nécessité les agriculteurs le sont de moins en moins par adhésion.

Comme le confirment les résultats des élections aux Chambres d'Agriculture du 31 janvier 1995, la question européenne contribue puissamment à tracer de nouvelles lignes de partage au sein du monde agricole.

Les résultats officiels du collège des Chefs d'exploitations sont les suivants :

- FNSEA - CNJA	59,80%
- Confédération paysanne	20,10%
- Coordination rurale	12%
- MODEF	4,67%
- Modef-Confédération paysanne	0,83%
- Divers	2,62%

L'érosion du MODEF se poursuit, accompagnant le déclin du communisme agraire. Le score obtenu par le MODEF dans le collège des "Anciens exploitants" – à savoir 9,86% – confirme l'hypothèse du vieillissement et du non renouvellement de cet électorat.

La Coordination rurale apparaît comme une nouvelle force. Sa fusion-absorption avec la FFA, qui avait recueilli 4% des suffrages en 1989, se fait à son propre bénéfice. La carte des succès départementaux remportés par la coordination rurale indique qu'il s'agit d'un phénomène plus complexe qu'une protestation issue des seuls milieux céréaliers. Certes la coordination s'implante dans le grand Bassin parisien, confirme son influence dans une partie du Sud-Ouest, mais on la trouve aussi en Isère, dans les Alpes de Haute Provence et plus largement dans le Sud-est, dans la Nièvre, le Jura. Et, dans le Calvados où elle recueille 58% voix, c'est un producteur de lait du bocage qui a conduit la liste.

Les listes FNSEA-CNJA voient leur score baisser dans 60 départements et augmenter dans 25 – dans ces 25 départements, il n'en est que 7 au sein desquels l'offre électorale est complète. Dans 18 départements où les listes FNSEA-CNJA augmentent leur score, l'offre électorale est faible ; elle se réduit même parfois à la seule liste FDSEA-CDJA.

La Confédération paysanne augmente son score dans 36 départements, le voit diminuer dans 24 et stagner dans 5. Dans 20 départements elle recueille plus de 30% des suffrages.

Ce nouveau paysage syndical appelle deux remarques : la tradition républicaine qui fut un puissant facteur de structuration du mouvement professionnel agricole depuis les débuts dans la IIIe République s'efface.

Les trois grandes familles en présence sont d'abord marquées par leur rapport à l'histoire du catholicisme rural. La Confédération paysanne est l'héritière de la gauche chrétienne apparue avec force lors du 12e Congrès du CNJA à Blois, en 1970. Depuis cette date au gré des crises, des scissions et des résurgences deux cultures se sont affrontées au sein de la gauche paysanne non communiste : une gauche issue des courants républicains et socialistes traditionnels, une gauche issue des mouvements d'action catholique et contestant le syndicalisme majoritaire dominant, issu lui aussi de la Jeunesse Agricole Catholique. C'est cette gauche chrétienne qui l'a emporté au bout du compte dans la structuration du discours et du projet de la Confédération paysanne et qui est largement à l'origine de son adhésion à la construction européenne. Il est intéressant de relever que la Confédération paysanne obtient ses meilleurs pourcentages dans les départements de forte pratique religieuse : Aveyron, Côtes d'Armor, Finistère, Doubs, Ille-et-Vilaine, Loire, Haute-Loire, Savoie, Haute-Savoie, partie Ouest de l'Orne...

Cette tradition s'oppose à celle forgée par un catholicisme traditionnel, anti-européen qui légitime un discours identitaire national sur la thématique de l'enracinement. Alors que le Front national avait relativement peu pénétré ce courant, Philippe de Villiers s'y avance. La coordination rurale trouve là une armature idéologique.

Entre les deux demeure une grande famille – FNSEA - CNJA – qui revendique l'héritage du mouvement de modernisation de l'agriculture française voulu par la J.A.C. Ses leaders assument l'héritage européen tandis que leurs mandants sont plus hésitants. La question européenne est au centre des difficultés ressenties par la FNSEA dans la construction de son discours.

A travers la réforme de la Politique Agricole Commune, la question européenne a contribué à recomposer le paysage politique du monde agricole, faisant des fractures idéologiques et culturelles, et pas seulement des données économiques et géographiques, un levier de cette recomposition ; le facteur religieux venant, chez les uns légitimer le sentiment d'appartenance à l'Europe, chez les autres le disqualifier.